

# **Recueil des Actes Administratifs**

## **TOME 3/3**

### **Février 2011**

## **SOMMAIRE**

**\*\*\*\*\***

### **TOME III/ III**

**Conseil Municipal du 07 février 2011**

**Suite Arrêts Règlementaires ..... 501 à 751**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue d'Argencourt

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de pose de canalisations d'eau potable à la demande de la SERM ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **14 février 2011** et jusqu'au **25 février 2011** inclus, la Rue d'Argencourt sur 20 mètres depuis le parking vers l'Avenue Jean Mermoz est soumise à la prescription définie ci-dessous :

- occupation temporaire de la voie sur 20 mètres depuis le parking vers l'Avenue Jean Mermoz de **22h à 6h** ;

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

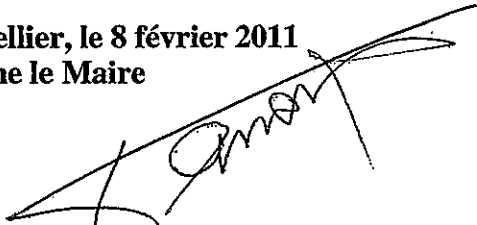
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 8 février 2011  
Madame le Maire



  
Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

10 FEV. 2011

**Publié le :**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue du Père Bonnet et Rue du Faubourg Figuerolles

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules et la circulation des piétons sur les voies du présent arrêté en raison des travaux d'aménagement du square du Père Bonnet à la demande de la Dipan ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **21 février 2011** et jusqu'au **29 avril 2011** inclus, la Rue du Père Bonnet dans sa partie comprise entre la Rue du Faubourg Figuerolles et le n° 4 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit .  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La circulation piétonne sur trottoir est interdite. La déviation des piétons utilisant habituellement cette portion de trottoir se fera par le trottoir opposé.

#### Article 2 :

À compter du **21 février 2011** et jusqu'au **29 avril 2011** inclus, Rue du Faubourg Figuerolles dans sa partie comprise entre la Rue du Père Bonnet et le n°37, la circulation piétonne sur trottoir est interdite.

La déviation des piétons utilisant habituellement cette portion de trottoir se fera par le trottoir opposé.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

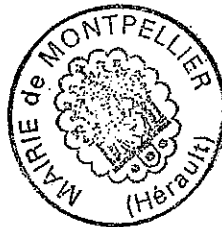
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 8 février 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**

**Publié le :**

**10 FEV. 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T4615

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Impasse Carré du Roi Impasse Richer de Belleval Rue Richer de Belleval et Rue Hilaire Ricard

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté en raison du tournage du film Antigone 34 à la demande de Mascarets Film ;

Arrête :

#### Article 1er :

Le **24 février 2011**, le stationnement est interdit.

- Rue Richer de Belleval
- Impasse Richer de Belleval
- Impasse du Carré du Roi, sur le parking.

Ces dispositions sont applicables **de 7h à 19h**.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Le **24 février 2011**, à la diligence des services de police, la circulation est interdite Rue Hilaire Ricard.

Ces dispositions sont applicables **de 7h à 19h**.

La déviation des véhicules circulant habituellement sur cette voie se fera par la Rue Baumès, la Rue Subleyras, la Rue Marioge, le Boulevard des Arceaux, la Rue Saint Louis, et la Rue Paladilhe.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

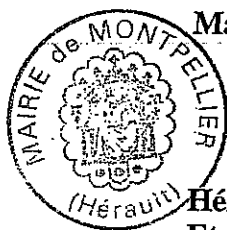
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

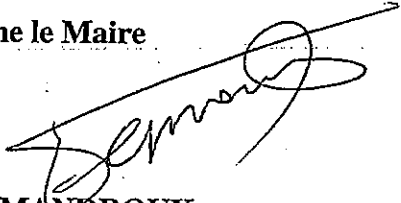
**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 10 février 2011

Madame le Maire



  
**Hélène MANDROUX**  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le : 15 FEV. 2011



Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T4652

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de la République

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté 2010/NT/R/DGU-T2662 du **03 mai 2010** ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux préparatoires à la troisième ligne de tramway ;

Arrête :

#### Article 1er:

Rue de la République :

- Du **28 février 2011** au **01 avril 2011** la circulation est interdite. .  
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables :

- aux bus
- aux riverains

- du **28 février 2011** au **31 décembre 2011** le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur le Boulevard de l'Observatoire, emprunte :

- le Boulevard Victor Hugo
- la Rue Joffre
- la Rue Pagézy

et se termine sur la Rue de la République.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

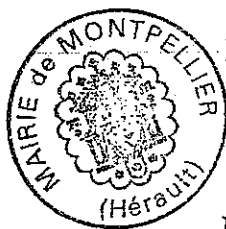
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures, et l'arrêté n° 2010/NT/R/DGU-T2662 du **03 mai 2010**, est abrogé.

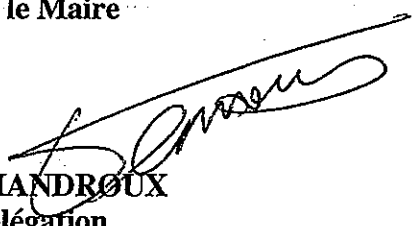
**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 10 février 2011

Madame le Maire



  
Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le :

15 FEV. 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue du Bastion Ventadour

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de nettoyage du tunnel à la demande de DEP ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **17 février 2011** et jusqu'au **18 février 2011** inclus, la circulation est interdite Rue du Bastion Ventadour  
Ces dispositions sont applicables **de 23h00 à 6h00.**

**Article 2 :**

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Place d'Olympie, emprunte :

- la Rue des Pertuisanes

et se termine sur le Boulevard d'Antigone.

**Article 3 :**

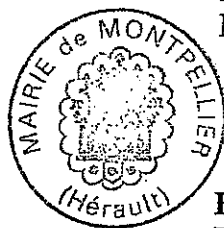
Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 10 février 2011  
Madame le Maire

Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le :

15 FEV. 2011

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T4662

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Tunnel du Corum

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de nettoyage du tunnel à la demande de la DEP ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du 17 février 2011 et jusqu'au 18 février 2011 inclus, la circulation est interdite Tunnel du Corum

Ces dispositions sont applicables de **22h à 6h**.

#### Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue du Faubourg de Nîmes et se termine sur la Place du Onze Novembre.

#### Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

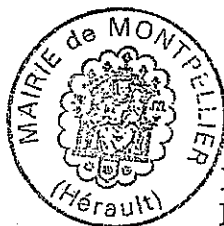
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

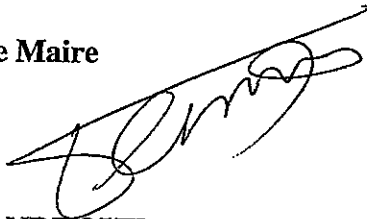
**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 10 février 2011**

**Madame le Maire**



  
**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**le Premier Adjoint,**  
**Serge FLEURENCE**

**Publié le : 15 FEV. 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T4665

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Castel Moton

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de renouvellement de branchements à la demande de VEOLIA EAU ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du 21 février 2011 et jusqu'au 18 mars 2011 inclus, la circulation est interdite Rue Castel Moton.

**Article 2 :**

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue du Palais des Guilhem et se termine sur la Rue du Puits des Esquilles.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

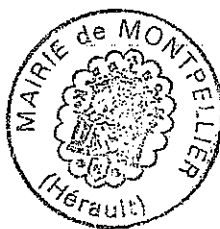
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

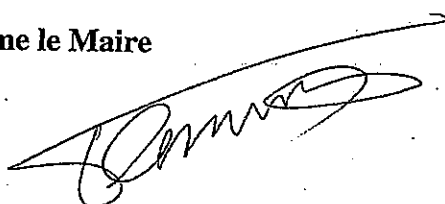
**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 10 juillet 2011**

**Madame le Maire**



  
**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**le Premier Adjoint,**  
**Serge FLEURENCE**

**Publié le : 15 FEV. 2011**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue de Chambert et Rue de Malbosc

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T4554 du 02 février 2011 ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT que les travaux sur le réseau d'assainissement ne sont pas terminés. ;

Arrête :

Article 1er :

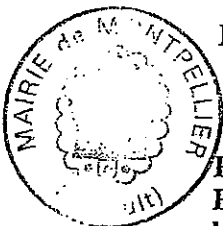
À compter du 11 février 2011 les dispositions de l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T4554 du 02 février 2011 sont prorogées jusqu'au 18 février 2011 inclus.

Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 10 février 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le : 15 FEV. 2011

Direction du Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 110038

Date d'expiration : le 26/03/2021

**PERMISSION DE VOIRIE**

**SFR**

**du 74 au 81 Avenue du Pont Juvénal**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de la voirie routière ;
- Vu le code des postes et télécommunications ;
- Vu le code de la route ;
- Vu la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, relative à la coordination de la sécurité et de la protection de la santé sur les chantiers de bâtiments et de génie civil ;
- Vu le décret n°64-262 du 14 mars 1964 relatif aux caractéristiques techniques, aux alignements, à la conservation et à la surveillance des voies communales ;
- Vu le décret n°2005-1676 du 16 décembre 2005, relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution.
- Vu la délibération du conseil municipal du 27 octobre 1992 relative à la maîtrise de l'encombrement du sous-sol ;
- Vu l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1<sup>er</sup> Adjoint au Maire ;
- Vu l'arrêté municipal du 9 février 1987, relatif à l'occupation du sous-sol,
- Vu l'arrêté du 25/03/1991, publié au journal officiel le 26/03/1991, autorisant la société SFR à établir et à exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et pour fournir le service téléphonique au public ;
- Vu les avis des principaux maîtres d'ouvrage occupant la voirie communale recueillis suite à la commission de consultation du 12/12/1997, conformément à l'article R 141-14 du code de la voirie routière ;
- Vu le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) du 31/07/1998 et notamment le titre IV comportant le règlement d'exécution

dés travaux occupant la voirie communale et l'arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique ;

- Vu la demande en date du jeudi 25 novembre 2010 pour laquelle le maître d'ouvrage SFR dont le siège est situé 1, place Carpeaux 92915 Paris La Défense cedex, représentée par M. BALLARIN Jérôme, demande l'autorisation d'occuper le domaine public routier communal ;

- Considérant que, pour les besoins d'exploitation de sa licence d'opérateur de télécommunications, le pétitionnaire doit occuper le domaine public routier communal pour l'installation d'artères souterraines.

## **ARRETE**

### **Article 1 - Permission de voirie.**

La société, SFR 1, place Carpeaux 92915 Paris La Défense cedex, ci-après désignée "le permissionnaire", est autorisée à occuper le domaine public routier communal sous réserve du respect des conditions techniques et de sécurité en vigueur d'une part et des conditions particulières ci-après d'autre part.

La présente autorisation est accordée, sauf dénonciation, pour une période qui prend effet à la date de signature du présent arrêté et expire à la date d'échéance de l'autorisation accordée au permissionnaire pour établir et exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et pour fournir le service téléphonique au public.

Elle concerne les installations et ouvrages techniques désignés à l'article 2.

Elle ne peut être cédée par le permissionnaire à aucune autre personne physique ou morale sans le consentement préalable écrit de la Ville.

Elle est périmée de plein droit si le permissionnaire n'a pas engagé les travaux dans un délai de six mois suivant la date du présent arrêté.

Sa reconduction fait l'objet d'une demande du permissionnaire à la Ville, adressée six mois au moins avant la date d'échéance.

### **Article 2 - Nature et localisation des installations.**

**Nature** : Telecom : Extension de réseau.

**Localisation** : du 74 au 81 Avenue du Pont Juvénal.

**Linéaire** : 94 mètres.

N.B. : Toute installation supplémentaire venant s'ajouter, par la suite, au présent état doit faire l'objet d'une permission de voirie particulière qui est régie par les termes de la présente et prend fin à la même date.

### **Article 3 - Réalisation des ouvrages**

Les ouvrages sont réalisés conformément aux plans de projet joints à la demande de permission de voirie susvisée. Toute modification à apporter le cas échéant, à titre provisoire ou définitif, aux voiries et accessoires ainsi qu'aux équipements de toute nature compris dans l'emprise du domaine public occupé doit être autorisée préalablement par la Ville. Les dépenses résultant de ces modifications sont à la charge du permissionnaire.

La nature et la qualité des matériaux utilisés ainsi que la profondeur des canalisations doivent être conformes au règlement de voirie. Si la profondeur des installations se révélait ultérieurement inférieure aux cotes prescrites, le permissionnaire devra les déplacer jusqu'à la cote requise.

Le permissionnaire respecte en permanence toutes les précautions nécessaires pour protéger et préserver le domaine public et les réseaux en place, pendant et après les travaux. A cette fin, il contacte préalablement les occupants du domaine public qui lui indiquent les dispositions techniques de protection des ouvrages à respecter. Il en tient compte pour l'élaboration de son projet et pour l'exécution des travaux. Il est également tenu de se conformer aux mesures particulières de sécurité prescrites par la réglementation en vigueur dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics.

Durant les travaux, le permissionnaire observe les prescriptions qui lui sont imposées pour assurer la circulation et la sécurité des usagers du domaine public.

La permission de voirie ne donne pas autorisation d'ouverture de chantier ; l'engagement, l'exécution et l'achèvement des travaux doivent être conformes aux procédures et prescriptions définies par la réglementation communale régissant les interventions sur la voie publique (règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique).

### **Article 4 – Partage des installations.**

A la demande de la ville et afin de limiter les ouvertures de tranchées, le permissionnaire s'engage à étudier la possibilité d'un partage des artères existantes avec tout opérateur autorisé en vertu de l'article L.33-1 du code des postes et télécommunications.

Par ailleurs, le permissionnaire informera la Ville de tout accord de partage de ses installations qu'il conclurait ultérieurement avec un occupant tiers.

Si l'octroi de la présente permission de voirie conduit à réserver à son profit l'usage de l'ensemble des capacités d'occupation du domaine public routier communal, le permissionnaire s'engage, à réaliser les travaux nécessaires permettant le partage ultérieur des installations.

### **Article 5 - Responsabilité.**

Le permissionnaire maintient les lieux occupés en bon état de fonctionnement, d'entretien et de propreté pendant toute la durée de l'occupation.

Il demeure entièrement responsable des dépenses, dommages et préjudices ou accidents qui pourraient résulter de ses travaux ou de l'existence de ses ouvrages tant vis-à-vis de la Ville que des tiers.

La Ville ne peut en aucun cas être tenue responsable des dommages qui peuvent affecter les installations du permissionnaire du fait de l'usage de la voie publique.

#### **Article 6 - Modification déplacement ou suppression des installations.**

Exceptés l'intervention d'urgence prévue à l'article 8 ou les cas de maintenance et de réparation à l'identique des installations, le permissionnaire ne peut effectuer d'autres travaux visant à modifier, déplacer ou supprimer les installations sans le consentement préalable écrit de la Ville.

Outre le cas de force majeure, si des travaux conformes à la destination du domaine public occupé doivent être réalisés dans l'intérêt de ce domaine, le permissionnaire doit procéder, à ses frais et dans les délais convenus avec la Ville, au déplacement, à la modification ou à la suppression de ses installations sur le domaine public, sans qu'il puisse invoquer un droit à indemnité à l'encontre de la Ville.

#### **Article 7 - Interventions d'urgence.**

Dans le cas où une intervention d'urgence serait nécessaire, le permissionnaire est autorisé à réaliser les travaux indispensables, sous réserve d'en informer la Ville sans délai.

#### **Article 8 - Recolement.**

Dans les deux mois suivant la fermeture du chantier, le permissionnaire communique à la ville (service Voirie-Pôle Coordination Patrimoine) :

- Un plan de récolement des installations sur support papier à l'échelle 1/200<sup>ème</sup>, ainsi que sous forme numérisée au format compatible avec le système d'informations géographiques de la Ville,
- Le linéaire du cheminement et les surfaces des chambres.

Le permissionnaire intégrera ces installations dans la base de données caractérisant les plans itinéraires.

#### **Article 9 - Situation des ouvrages en fin de permission.**

Avant l'expiration de la présente autorisation, ou si l'exploitation des installations est abandonnée avant cette date, la Ville et le permissionnaire conviennent de se rapprocher pour discuter du devenir des installations.

Dans l'hypothèse où ces installations ne feraient pas l'objet d'une reconduction de permission de voirie liée au renouvellement de la licence d'opérateur par l'autorité de tutelle, elles seraient soit rétrocédées à la Ville sans dédommagement du permissionnaire, soit déposées et les lieux occupés remis en l'état initial, aux frais du permissionnaire.

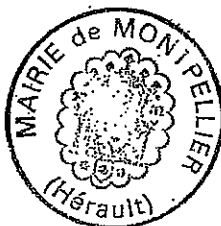
#### **Article 10 - Règlement des litiges.**

Toutes les contestations qui peuvent s'élever entre la Ville et le permissionnaire au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente permission seront soumises aux juridictions compétentes.

**Article 11 - Exécution.**

Ampliation du présent arrêté sera adressée, pour exécution, chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Directeur Général des Services de la mairie, Monsieur le Trésorier Payeur Municipal et au Permissionnaire.

**Montpellier, le vendredi 11 février 2011**



**Pour Madame le Maire et par délégation,  
Le Premier Adjoint au Maire,**

**Serge FLEURENCE**

**Publié le :**  
**Notifié le :**

**14 FEV. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Emile Zola

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de réparation réseau à la demande de Erdf ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **28 février 2011** et jusqu'au **04 mars 2011** inclus, Rue Emile Zola entre le n° 8 et le n° 14, le stationnement est interdit des deux côtés de la voie.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

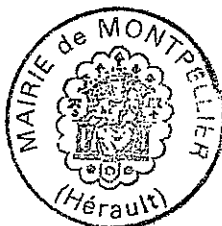
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

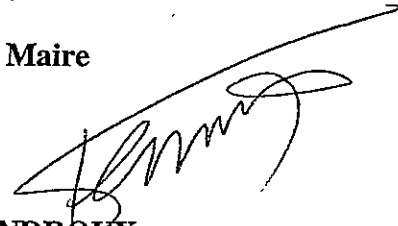
**Article 4 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 11 février 2011**

**Madame le Maire**



  
**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**le Premier Adjoint,**  
**Serge FLEURENCE**

**Publié le : 15 FEV. 2011**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue des Deux Ponts

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de tirage de câble à la demande de France Télécom ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du 21 février 2011 et jusqu'au 07 mars 2011 inclus, le stationnement est interdit sur :

- la Rue Général Lafon ;
- la Rue d'Alger ;
- le Boulevard de Strasbourg ;
- la Rue des Deux Ponts.

Le demandeur est chargé de matérialiser chaque emplacement réservé par la mise en place de clôtures temporaires, ponctuellement et selon l'avancement du chantier mobile.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

À compter du 21 février 2011 et jusqu'au 07 mars 2011 inclus, la circulation est interdite Rue des Deux Ponts dans sa partie comprise entre la Rue Général Riu et la Rue des Aiguerelles. Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains, aux véhicules de secours, et de service public.

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue des Deux Ponts, emprunte :

- la Rue Général Riu
- la Rue des Aiguerelles

et se termine sur la Rue des Deux Ponts.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

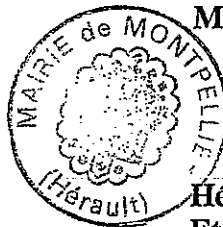
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

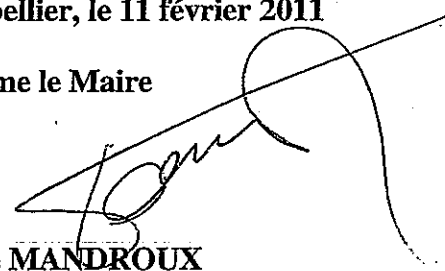
**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 11 février 2011

Madame le Maire



  
Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

**Publié le :**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T4673

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Ernest Michel

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux sur façade d'immeuble à la demande de TRANSPORTS BREL ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Le **28 février 2011**, Rue Ernest Michel depuis la Rue Ramel vers et jusqu'à la Rue des Blanquiers, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

**Article 2 :**

Le **28 février 2011**, Rue Ernest Michel dans sa partie comprise entre la Rue Ramel et la Rue des Blanquiers sur les places nécessaires à la déviation de circulation, le stationnement est interdit. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 3 :**

Le **28 février 2011**, Rue Ernest Michel dans sa partie comprise entre la Rue Ramel et la Rue des Blanquiers, la voie de droite est interdite à la circulation générale. Ponctuellement, la circulation générale sera déviée sur la voie habituellement réservée au stationnement

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 5 :**

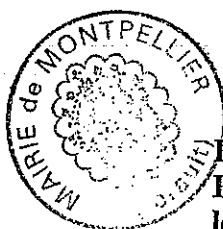
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

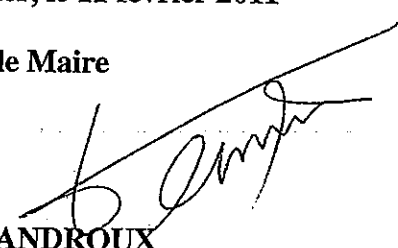
**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 11 février 2011

Madame le Maire



  
Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le : 15 FEV. 2011

Direction du  
Génie Urbain

Service RTEPDO

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
P19

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté permanent Mesures de circulation et de stationnement Avenue du Biterrois

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8, R. 413-1, R. 415-7, R. 417-10, R. 417-11, R. 417-12 et R.411-7 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Un sens unique est institué Avenue du Biterrois depuis l'accès à l'église réformée vers et jusqu'à l'Avenue Guilhem de Poitiers.

**Article 2 :**

La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h Avenue du Biterrois dans sa partie comprise entre l'Avenue du Lauragais et la Rue de la Narbonnaise.

**Article 3 :**

À l'intersection de l'Avenue du Biterrois et de l'Avenue Guilhem de Poitiers, les conducteurs circulant sur l'Avenue du Biterrois sont tenus de céder le passage aux autres véhicules.

#### **Article 4 :**

Le stationnement est autorisé dans les emplacements matérialisés au sol Avenue du Biterrois côté pair.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### **Article 5 :**

Le stationnement est autorisé dans les alvéoles aménagées et les emplacements matérialisés au sol Avenue du Biterrois côté impair dans sa partie comprise entre l'Allée du Larzac et l'Avenue du Lauragais.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### **Article 6 :**

Les taxis ont 4 places réservées Avenue du Biterrois côté impair face au gymnase du collège "Les Escholiers de la Mosson".

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### **Article 7 :**

Les personnes à mobilité réduite ont un emplacement réservé Avenue du Biterrois :

- côté impair face au gymnase du collège "Les Escholiers de la Mosson" ( 1 place(s) ) et au n° 301 ( 1 place(s) ) ;
- côté pair au droit de l'accès au collège "Les Escholiers de la Mosson" ( 2 place(s) ).

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Les véhicules des personnes à mobilité réduite doivent être munis de la carte de stationnement pour personnes handicapées apposée sur le pare-brise.

#### **Article 8 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### **Article 9 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 10 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 14 février 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publié le : 18 FEV 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté permanent Mesures de circulation et de stationnement Avenue du Lauragais

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8, R. 413-1, R. 415-6 et R.411-7 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, sixième partie, feux de circulation permanents ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Un sens unique est institué Avenue du Lauragais depuis l'Avenue de l'Europe vers et jusqu'à l'Avenue du Biterrois et depuis la Rue de Bologne vers et jusqu'à la Rue d'Uppsala.

**Article 2 :**

À l'intersection de l'Avenue du Biterrois et de l'Avenue du Lauragais, les conducteurs circulant sur l'Avenue du Lauragais, en provenance du côté nord de l'avenue de l'Europe, sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.



**Article 3 :**

La circulation des véhicules et des piétons est réglementée par des feux tricolores circulaires :

- à l'intersection de l'Avenue du Lauragais, de la Rue de Bologne et du Pont Vincent Badie
- à l'intersection de l'Avenue du Lauragais, de l'Avenue de l'Europe et de la Rue d'Uppsala

En cas de non fonctionnement des signaux lumineux ou de leur mise en clignotant jaune les conducteurs abordant cette intersection sont tenus de céder le passage aux véhicules venant par la droite.

**Article 4 :**

La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h Avenue du Lauragais dans sa partie comprise entre l'Avenue de l'Europe et l'Avenue du Biterrois.

**Article 5 :**

Le stationnement est interdit Avenue du Lauragais des deux côtés.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 6 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 7 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 8 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 14 février 2011

Madame le Maire



*[Signature]*  
Hélène MANDROUX

Publié le : 18 8 FEV. 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté permanent Mesures de circulation et de stationnement Avenue Saint Charles

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2122.22 et L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8, R. 413-1, R. 417-11, R. 417-12, R. 417-3 et R. 431-9 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication, livre 1, sixième partie, feux de circulation permanents et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- VU l'arrêté municipal du 10 novembre 2009, N°2009/NT/R/DGU-P237, portant réglementation du stationnement payant sur voirie dans les voies de Montpellier ;
- VU l'arrêté 2009/NT/R/DGU-P239 du 16 octobre 2009, réglementant la circulation et le stationnement des véhicules avenue Saint Charles ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil Municipal du 22 décembre 2008 modifiant les horaires et les tarifs du stationnement payant sur voirie ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Une partie de la voie, côté pair, est réservée à la circulation à double sens du tramway Avenue Saint Charles.

**Article 2 :**

Un sens unique est institué Avenue Saint Charles dans le sens de l'Avenue Bouisson-Bertrand vers l'Avenue Chancel.

### **Article 3 :**

Il est créé une bande cyclable unidirectionnelle réservée exclusivement aux cycles à deux ou trois roues Avenue Saint Charles côté pair depuis l'Avenue Chancel vers et jusqu'à l'Avenue Bouisson-Bertrand.

### **Article 4 :**

La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h Avenue Saint Charles 50 mètres avant l'intersection avec la rue Enclos des Carmes et jusqu'à l'Avenue Chancel.

### **Article 5 :**

La circulation des véhicules et des piétons est réglementée par des feux tricolores circulaires à l'intersection de l'Avenue Chancel, de l'Avenue Saint Charles et de la Rue Croix Catelan.  
En cas de non fonctionnement des signaux lumineux ou de leur mise en clignotant jaune les conducteurs abordant cette intersection sont tenus de céder le passage aux véhicules venant par la droite.

### **Article 6 :**

Le stationnement payant de tous les véhicules est autorisé dans la zone courte durée, aux emplacements prévus à cet effet Avenue Saint Charles côté impair dans sa partie comprise entre la Rue Professeur Henri Serre et la Rue Enclos des Carmes.

Ces dispositions sont applicables **de 9h à 18h et sauf dimanche et jours fériés.**

Tout stationnement d'un véhicule excédant 48 heures sera considéré comme abusif.

Le stationnement est limité à 2 heures et soumis au paiement de la redevance correspondante. Le paiement s'effectue au moyen d'horodateurs implantés dans la zone de stationnement. Le ticket délivré est apposé par les automobilistes derrière le pare-brise de manière à être visible et lisible de l'extérieur du véhicule.

Tout stationnement d'un véhicule ne respectant pas les dispositions de durée et de paiement prévus à l'alinéa précédent sera considéré comme abusif et passible de mise en fourrière immédiate.

Une tarification et une durée spécifiques sont applicables pour le stationnement résidentiel dans cette zone selon les modalités définies lors de la délibération municipale visée ci-dessus.

### **Article 7 :**

Les personnes à mobilité réduite ont un emplacement réservé Avenue Saint Charles côté impair au droit du n°49 ( 1 place(s) ) et au droit du n°87 ( 1 place(s) ).

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Les véhicules des personnes à mobilité réduite doivent être munis de la carte de stationnement pour personnes handicapées apposée sur le pare-brise.

**Article 8 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 9 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures, et l'arrêté n° 2009/NT/R/DGU-P239 du **16 octobre 2009** susvisé est abrogé.

**Article 10 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 14 février 2011



Madame le Maire

*[Signature]*  
Hélène MANDROUX

Publié le :

**18 FÉV. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté permanent Voie d'accès au n°3132 de l'avenue Albert Einstein (Marbrerie Queuche)

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 415-6 et R.411-7 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation des véhicules dans la voie précitée ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À l'intersection de la Voie d'accès au n°3132 de l'avenue Albert Einstein (Marbrerie Queuche), située en face des terrains de sport du Domaine de Grammont, et de l'Avenue Albert Einstein, les conducteurs circulant sur la Voie d'accès au n°3132 de l'avenue Albert Einstein (Marbrerie Queuche) sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 14 février 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publié le : 18 FEV. 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue d'Alger et Rue Durand

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de sondages à la demande de TAM ;

Arrête :

**Article 1er :**

À compter du **21 février 2011** et jusqu'au **25 février 2011** inclus, la Rue Durand dans sa partie comprise entre la Rue Pagézy et la Rue d'Alger est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- Le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 01h00 à 05h00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Pagézy, emprunte :

- la Rue Levat
- la Rue du Grand Saint Jean
- la Rue Parlier
- la Rue Durand

et se termine sur la Rue d'Alger.

**Article 3 :**

À compter du **21 février 2011** et jusqu'au **25 février 2011** inclus, la Rue d'Alger est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- Le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 01h00 à 05h00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 5 :**

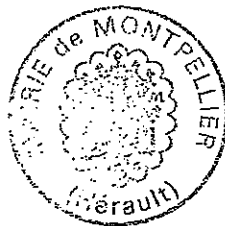
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 14 février 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le :

16 FEV. 2011



Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T4677

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Place Giral, Boulevard Henri IV, Boulevard du Jeu de Paume, Boulevard Ledru-Rollin et Boulevard Professeur Louis Vialleton

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de repérage de réseaux à la demande de TAM ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **21 février 2011** et jusqu'au **04 mars 2011** inclus, le Boulevard Henri IV est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- Le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 21h00 à 6h00**.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

## Article 2 :

À compter du 21 février 2011 et jusqu'au 04 mars 2011 inclus, la Place Giral est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- Le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables de 21h00 à 6h00.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

## Article 3 :

À compter du 21 février 2011 et jusqu'au 04 mars 2011 inclus, le Boulevard Professeur Louis Vialleton est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- Le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables de 21h00 à 6h00.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

## Article 4 :

À compter du 21 février 2011 et jusqu'au 04 mars 2011 inclus, le Boulevard du Jeu de Paume est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- Le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables de 21h00 à 6h00.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

## Article 5 :

À compter du 21 février 2011 et jusqu'au 04 mars 2011 inclus, le Boulevard Ledru-Rollin est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- Le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables de 21h00 à 6h00.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

## Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 7 :**

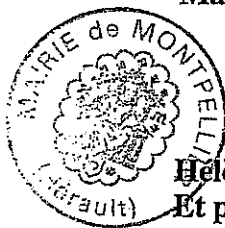
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

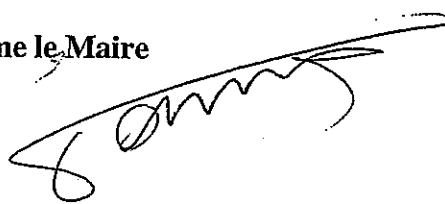
**Article 8 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 14 février 2011

Madame le Maire



  
**Hélène MANDROUX**  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
**Serge FLEURENCE**

Publié le : 16 FEV. 2011

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T4681

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue du Cardinal de Cabrières et Rue Ecole de Médecine

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison du tournage du film Antigone 34 à la demande de mascarets Film ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du 21 février 2011 et jusqu'au 22 février 2011 inclus, et du 28 février 2011 jusqu'au 2 mars 2011 Rue du Cardinal de Cabrières, la circulation des véhicules est mise à double sens

**Article 2 :**

À compter du 21 février 2011 et jusqu'au 22 février 2011 inclus, et du 28 février 2011, jusqu'au 2 mars 2011 Rue Ecole de Médecine, le stationnement devant l'école de médecine est réservé aux véhicules de tournage.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

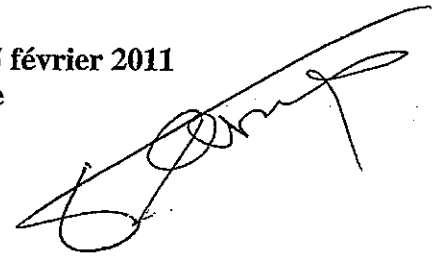
**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 15 février 2011  
Madame le Maire



Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le : 18 FEV. 2011

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T4682

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Boulevard Pasteur

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison du du tournage du film Antigone 34 à la demande de Mascarets Films ;

Arrête :

#### Article 1er :

Le **21 février 2011**, du n° 5 au n° 15 du Boulevard Pasteur, le stationnement est interdit et réservé au véhicules de la production Mascaret Films

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

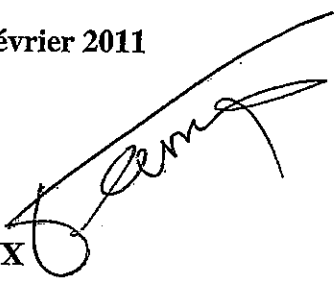
**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 15 février 2011  
Madame le Maire



Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le : 1-8 FEV. 2011

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T4684

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de la République

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T4652 du 15 février 2011 ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux préparatoires à la troisième ligne de tramway ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Rue de la République :

- Du 28 février 2011 au 01 avril 2011 la circulation est interdite. .  
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables :
  - o aux bus
  - o aux riverains
- du 28 février 2011 au 31 décembre 2011 le stationnement est interdit. .  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.



**Article 2 :**

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur le Boulevard de l'Observatoire, emprunte :

- le Boulevard Victor Hugo
- la Rue Joffre
- la Rue du Clos René
- la Rue de Verdun
- la Rue Henri René
- la Place Carnot
- le Boulevard de Strasbourg

et se termine sur la Rue du Grand Saint Jean.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

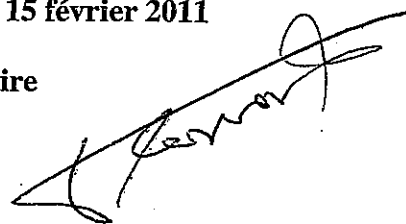
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures, et l'arrêté n° 2011/NT/R/DGU-T4652 du **15 février 2011**, est abrogé.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 15 février 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le : 17 FEV. 2011

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T4685

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Pagézy

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du 28 février 2011 et jusqu'au 25 mars 2011 inclus, la circulation est interdite Rue Pagézy dans sa partie comprise entre la Rue de Maguelone et la Rue de la République

#### Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue de Maguelone, emprunte :

- la Rue du Clos René
- la Rue de Verdun
- la Place Carnot
- le Boulevard de Strasbourg
- la Rue du Grand Saint Jean

et se termine sur la Rue Levat.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

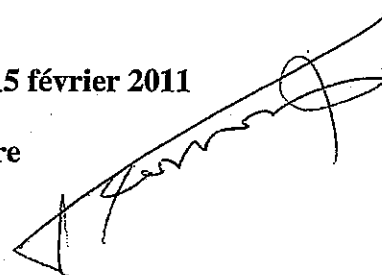
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 15 février 2011

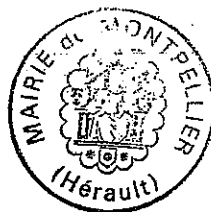
Madame le Maire



**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**le Premier Adjoint,**  
**Serge FLEURENCE**

**Publié le :**

**17 FEV. 2011**



Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T4686

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Circulation interdite Avenue de la Justice de Castelnau

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des cycles sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de maintenance de l'ouvrage d'art à la demande de TAM.

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **21 février 2011** et jusqu'au **25 février 2011** inclus, Avenue de la Justice de Castelnau dans sa partie comprise entre la Rue de la Draye et le Pont de la Concorde, la circulation est interdite sur la piste cyclable.

Ces dispositions sont applicables **de 19h00 à 6h00.**

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

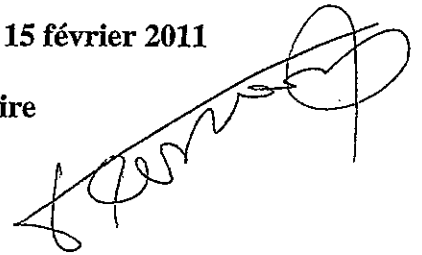
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 15 février 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX**  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le : 17 FEV. 2011

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T4688

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Boulevard de l'Observatoire

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

Le **21 février 2011**, le Boulevard de l'Observatoire est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par piquet K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 15 février 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX**  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
**Serge FLEURENCE**

Publié le : **17 FEV. 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T4689

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue Saint Maurice de Sauret

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux d'élagage des arbres à la demande de la DIPAN ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **24 février 2011** et jusqu'au **04 mars 2011** inclus, l'Avenue Saint Maurice de Sauret est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par piquet K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.



**Article 3 :**

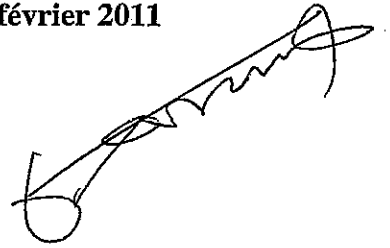
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

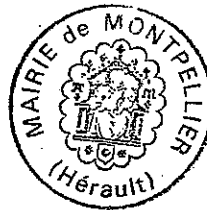
Montpellier, le 15 février 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**

**Publié le :** 17 FEV. 2011



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue de la Justice de Castelnau

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux sur le réseau télécom à la demande de la TAM.

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **16 février 2011** et jusqu'au **19 février 2011** inclus, l'Avenue de la Justice de Castelnau dans sa partie comprise entre la Rue de la Draye et le Pont de la Concorde est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10
  - La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.
- Ces dispositions sont applicables **de 21h00 à 6h00.**

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

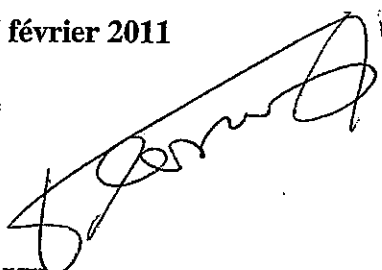
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 15 février 2011

Madame le Maire

  
**Hélène MANDROUX**  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
**Serge ELEURENCE**

Publié le : 17 FEV. 2011



**Démarche de l'élaboration du Projet Urbain.  
Concours d'urbanisme et choix du lauréat  
Désignation de Monsieur Philippe SAUREL, adjoint  
délégué à l'urbanisme comme représentant de Madame le  
Maire en tant que Président du jury.**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le code général des collectivités locales et notamment l'article L.2212-18;
- Vu le code des marchés publics et notamment les articles 22 et 24;
- Vu la délibération n°2010/455 prise par le conseil municipal de la Ville de Montpellier en date du 8 novembre 2010 approuvant le lancement d'un concours d'urbanisme pour le projet urbain et désignant les membres du jury du concours élus en son sein;
- Vu l'arrêté n° 2010/389/T/R du 12 juillet 2010 donnant délégations de fonctions à Monsieur Philippe SAUREL;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**


Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué à l'urbanisme est désigné en tant que représentant de Madame le Maire comme Président du jury du concours du projet urbain en vue de choisir un urbaniste chargé de la conception et de l'élaboration du projet urbain de Montpellier.

**Article 2<sup>ème</sup> :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 15/02/2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publié le : 15/02/2011**

**Notifié le :**

**Démarche de l'élaboration du Projet Urbain  
Concours d'urbanisme et choix du lauréat  
Désignation des membres du jury et de leurs  
représentants**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le code général des collectivités locales et notamment l'article L.2212-18;
- Vu le code des marchés publics et notamment les articles 22 et 24;
- Vu la délibération n°2010/455 prise par le conseil municipal de la Ville de Montpellier en date du 8 novembre 2010 approuvant le lancement d'un concours d'urbanisme pour le projet urbain et désignant les membres du jury du concours élus en son sein;
- Vu l'arrêté n° 2010/389/T/R du 12 juillet 2010 donnant délégations de fonctions à Monsieur Philippe SAUREL;
- Vu l'arrêté n° 2011/0434/T/R du 15 février 2011 désignant Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué à l'urbanisme comme représentant de Madame le Maire en tant que président du jury;
- Considérant qu'il y a lieu de désigner l'ensemble des membres du jury du concours et de leurs représentants en vue du choix d'un lauréat pour la conception et l'élaboration du projet urbain de Montpellier;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Le jury du concours en vue du choix d'un urbaniste pour la conception et l'élaboration du projet urbain de Montpellier est composé des personnes suivantes :

-Mme le Maire, Hélène MANDROUX, ou son représentant, Monsieur Philippe SAUREL, président du jury;

-Les cinq membres titulaires et leurs suppléants élus en conseil municipal de la Ville de Montpellier le 8 novembre 2010 (représentation proportionnelle au plus fort reste);

**Membres titulaires :**

- Monsieur Michel PASSET;
- Monsieur Jacques TOUCHON;
- Monsieur Marc DUFOUR;
- Monsieur Jean-Louis ROUMEGAS;
- Monsieur Jacques DOMERGUE;

**Membres suppléants :**

- Madame Magalie COUVERT;
- Monsieur Cédric SUDRES;
- Madame Perla DANAN;
- Monsieur Frédéric TSITSONIS;
- Monsieur Gérard LANNELONGUE;

**Article 2<sup>ème</sup> :**

Les personnes désignées en raison de leurs compétences au nombre de cinq au plus :

- Monsieur Jules Nyssen, ou son représentant, Monsieur Pierre Jaumain;
- Monsieur Christian Assaf, ou son représentant, Monsieur Alban Zanchiello;
- Monsieur Yannick Tondut, ou son représentant, Monsieur Laurent Bourlet
- Monsieur Francis Ampe ou son représentant, Monsieur Jean-Paul Dayre
- Monsieur Rémy Ailleret, ou son représentant, Monsieur Yves Chaussouy

Les architectes ou urbanistes aux qualifications similaires de celles demandées aux candidats et représentants un tiers au moins des membres du jury ayant voix délibérative :

- Monsieur Yves Nurit, ou son représentant, Monsieur Nicolas Roubieu;
- Monsieur Thierry Laget, ou son représentant, Monsieur Jean-François Courty;
- Monsieur Gabriel Jonquières d'Oriola ou sa représentante, Madame Catherine Boutry;
- Monsieur Bernard Kohn, ou son représentant, Monsieur Patrice Bonnin;
- Monsieur Emmanuel Nebout, ou son représentant, Monsieur Daniel Andersch;
- Monsieur Bernard Reichen, ou sa représentante, Madame Sylvie Mahot ;
- Un représentant de l'ordre des architectes;

Seront en outre invités à participer au jury, avec voix consultatives et conformément à l'article 24 du code des marchés publics :

- Le trésorier principal municipal, ou son représentant;
- Le directeur de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, ou son représentant;

**Article 3<sup>ème</sup> :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 15/02/2011**

**Madame le Maire**

The image shows the official circular seal of the Municipality of Montpellier, Hérault. The seal features a central emblem with a sun and a star, surrounded by the text 'MAIRIE de MONTPELLIER' and '(Hérault)'. Overlaid on the seal is a large, stylized handwritten signature in black ink.

**Hélène MANDROUX**

**Publié le : 15/02/2011**

**Notifié le :**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté permanent Mesures de circulation et de stationnement Rue Cité Benoit

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2122.22 et L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8, R. 415-6, R. 417-10, R. 417-11, R. 417-12, R. 417-3 et R.411-7 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- VU l'arrêté municipal du 10 novembre 2009, N°2009/NT/R/DGU-P237, portant réglementation du stationnement payant sur voirie dans les voies de Montpellier ;
- VU l'arrêté municipal du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil Municipal du 22 décembre 2008 modifiant les horaires et les tarifs du stationnement payant sur voirie ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Un sens unique est institué Rue Cité Benoit depuis l'Avenue du Pont Juvénal vers et jusqu'à l'Avenue des Etats du Languedoc.

**Article 2 :**

À l'intersection de la Rue Cité Benoit et de l'Avenue des Etats du Languedoc, les conducteurs circulant sur la Rue Cité Benoit sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

### **Article 3 :**

Le stationnement payant de tous les véhicules est autorisé dans la zone courte durée, aux emplacements prévus à cet effet Rue Cité Benoit côté impair .

Ces dispositions sont applicables **de 9h à 18h et sauf dimanche et jours fériés.**

Tout stationnement d'un véhicule excédant 48 heures sera considéré comme abusif.

Le stationnement est limité à 2 heures et soumis au paiement de la redevance correspondante. Le paiement s'effectue au moyen d'horodateurs implantés dans la zone de stationnement. Le ticket délivré est apposé par les automobilistes derrière le pare-brise de manière à être visible et lisible de l'extérieur du véhicule.

Tout stationnement d'un véhicule ne respectant pas les dispositions de durée et de paiement prévus à l'alinéa précédent sera considéré comme abusif et passible de mise en fourrière immédiate.

Une tarification et une durée spécifiques sont applicables pour le stationnement résidentiel dans cette zone selon les modalités définies lors de la délibération municipale visée ci-dessus.

### **Article 4 :**

Les personnes à mobilité réduite ont 2 places réservées Rue Cité Benoit côté impair au n° 1.

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Les véhicules des personnes à mobilité réduite doivent être munis de la carte de stationnement pour personnes handicapées apposée sur le pare-brise.

### **Article 5 :**

Les véhicules de livraison ont 1 place réservée Rue Cité Benoit côté impair face au n° 6.

Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 20h00 tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.**

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

### **Article 6 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

### **Article 7 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.



**Article 8 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 16 février 2011

Madame le Maire



*[Signature]*  
Hélène MANDROUX

Publié le : 24 FEV. 2011

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T4691

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Place Max Rouquette 1908 - 2005

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux d'entretien de l'aqueduc à la demande de Mission Grand Coeur ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du 28 février 2011 et jusqu'au 02 mars 2011 inclus, Place Max Rouquette 1908 - 2005, le stationnement est interdit de part et d'autre de l'aqueduc sur une longueur de dix mètres. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

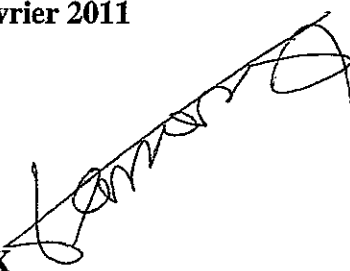
SAU

**Article 4 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 16 février 2011

Madame le Maire

  
Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le : 18 FEV. 2011



Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T4693

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Lallemand

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de réparation de conduite à la demande de France-Télécom ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du 28 février 2011 et jusqu'au 11 mars 2011 inclus, la circulation est interdite Rue Lallemand entre la Rue d'Aigrefeuille et la Rue de Candolle.

#### Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Saint Pierre, emprunte :

- la Rue du Cardinal de Cabrières

et se termine sur la Rue de Candolle.

#### Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

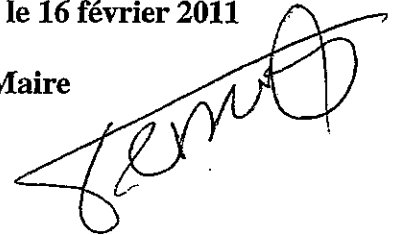
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

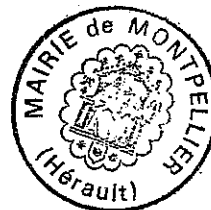
Montpellier, le 16 février 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX**  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
**Serge FLEURENCE**

Publié le : 17 FEV. 2011



Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T4694

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Autorisation de stationnement Rue Foch

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de réfection de toiture à la demande de A.B.C Couverture ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du 28 février 2011 et jusqu'au 31 mai 2011 inclus, Rue Foch Sur 20 mètres coté impair depuis la Rue Rosset vers la Place des Martyrs de la Résistance, le stationnement est autorisé pour la mise en place d'une aire de stockage clôturée.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

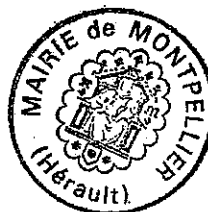
**Montpellier, le 16 février 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**

**Publié le : 17 FEV. 2011**



Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T4697

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Beau Séjour

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux d'assainissement à la demande du Service Hydraulique Urbain ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **03 mars 2011** et jusqu'au **18 mars 2011** inclus, la Rue Beau Séjour dans sa partie comprise entre la Rue de Substantion et la Rue du Jeu de Mail des Abbés est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.



**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

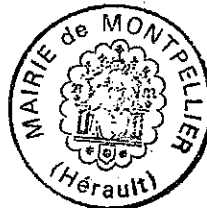
Montpellier, le 16 février 2011

Madame le Maire  
Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE



Publié le :

18 FEV. 2011



Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T4698

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Passage sous l'aqueduc situé au droit de la rue Marioge et Rue Saint Louis

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur les voies du présent arrêté, en raison des travaux d'entretien de l'aqueduc à la demande de Mission Grand Coeur ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **24 février 2011** et jusqu'au **25 février 2011** inclus, la Rue Saint Louis au niveau de son passage sous l'aqueduc, chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale.

#### Article 2 :

À compter du **24 février 2011** et jusqu'au **25 février 2011** inclus, passage sous l'aqueduc situé au droit de la rue Marioge, chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale.

#### Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

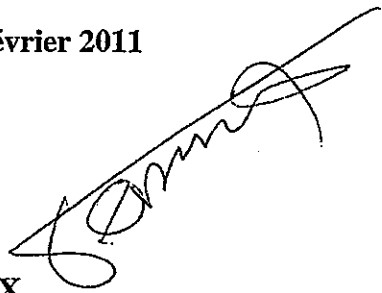
**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

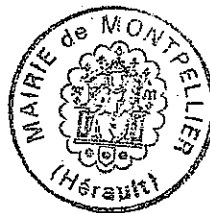
Montpellier, le 16 février 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE



Publié le : 18 FEV. 2011



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Impasse Jeanne Galzy et Impasse Marc Sangnier

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de réfection de chaussée à la demande du service voirie ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du 21 février 2011 et jusqu'au 01 avril 2011 inclus, l'Impasse Marc Sangnier est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

#### Article 2 :

À compter du 21 février 2011 et jusqu'au 01 avril 2011 inclus, l'Impasse Jeanne Galzy est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

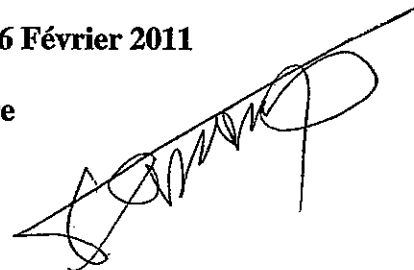
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 16 Février 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX**  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
**Serge FLEURENCE**

Publié le :

21 FEV. 2011



Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T4703

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue du Mas de Perrette

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de réfection de trottoir à la demande du service voirie ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **21 février 2011** et jusqu'au **01 avril 2011** inclus, la Rue du Mas de Perrette est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par piquet K10 ;
- le stationnement est interdit ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 17 Février 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**

**Publié le : 21 FEV. 2011**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue des Grèzes et Rue du Pont de Lavérune

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de réfection de chaussée à la demande du service voirie ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **21 février 2011** et jusqu'au **01 avril 2011** inclus, Rue du Pont de Lavérune dans sa partie comprise entre la Rue du Chemin Salinier et la Rue des Grèzes, la circulation est interdite.

**Article 2 :**

À compter du **21 février 2011** et jusqu'au **01 avril 2011** inclus, la circulation est interdite Rue des Grèzes dans sa partie comprise entre la Rue de Bionne et l'Impasse du Roc Blanc

**Article 3 :**

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue des Grèzes, emprunte :

- la Rue de Celleneuve à Saint Hilaire
- la Rue du Pont de Lavérune



- la Rue du Mas de Prunet
  - la Rue des Bouisses
  - Rond-point Paul Fajon
  - la Route de Lavérune
  - Rond-point Maurice Gennevaux
  - la Rue de Bionne
- et se termine sur la Rue des Grèzes.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 5 :**

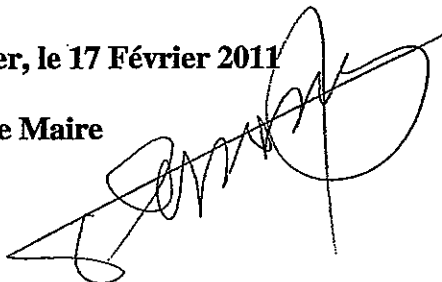
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 17 Février 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le : 21 FEV. 2011



Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-T4707

**Arrêté temporaire  
Mesures de circulation  
Boulevard Renouvier**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T4548 du **02 février 2011** ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT la demande de prorogation de Free Télécom ;

Arrête :

**Article 1er :**

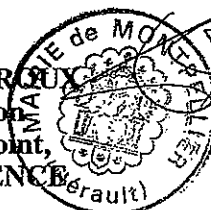
À compter du **18 février 2011** les dispositions de l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T4548 du **02 février 2011** sont prorogées jusqu'au **04 mars 2011** inclus.

**Article 2 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 17 février 2011  
Madame le Maire

Hélène MANDRILLON  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE



77 FEV. 2011

Publié le :

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Bouschet de Bernard

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T4549 du 02 février 2011 ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT la demande de prorogation de Free Télécom ;

Arrête :

#### Article 1er :

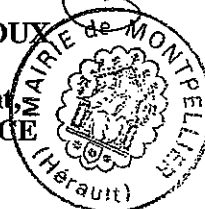
À compter du 18 février 2011 les dispositions de l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T4549 du 02 février 2011 sont prorogées jusqu'au 04 mars 2011 inclus.

#### Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 17 février 2011  
Madame le Maire

Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE



Publié le :

27 FEV. 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Circulation interdite Rue Terral

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison d'un déménagement à la demande de Mme Volle ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Le **27 février 2011 de 8h à 15h**, Rue Terral entre le Boulevard Ledru Rollin et la Rue de la Rochelle, la circulation est interdite.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

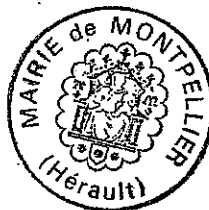
Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 17 février 2011  
Madame le Maire

  
Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le :

22 FEV. 2011



Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T4711

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Autorisation de stationnement Boulevard Pasteur

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux à l'aide d'une nacelle à la demande de Orange ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **03 mars 2011** et jusqu'au **09 mars 2011** inclus, Boulevard Pasteur au droit du n° 28, le stationnement est autorisé pour le camion nacelle.  
Ces dispositions sont applicables **de 8h à 17h**.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

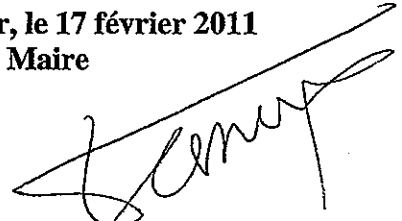
#### Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

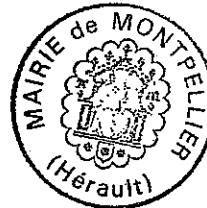
Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 17 février 2011  
Madame le Maire



**Hélène MANDROUX**  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le : 21 FEV. 2011



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue de Malbosc

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T4455 du 18 janvier 2011 ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT que l'entreprise n'a pas pu réaliser les travaux à la date prévue ;

Arrête :

Article 1er :

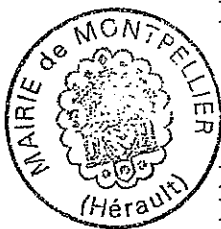
À compter du 04 mars 2011 les dispositions de l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T4455 du 18 janvier 2011 sont prorogées jusqu'au 01 avril 2011 inclus.

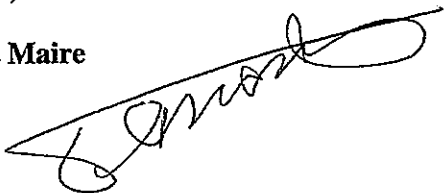
Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 17 février 2011

Madame le Maire



  
Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le : 22 FEV. 2011



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue de Cos

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2010/NT/R/DGU-T4010 du **05 novembre 2010** ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT que l'entreprise n'a pas terminé ces travaux ;

Arrête :

**Article 1er :**

À compter du **18 février 2011** les dispositions de l'arrêté 2010/NT/R/DGU-T4010 du **05 novembre 2010** sont prorogées jusqu'au **25 février 2011** inclus.

**Article 2 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 17 février 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le :

22 FÉV. 2011

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T4715

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Mohammed V

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté municipal du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de branchement de la Zac PARC 2000 à la demande de la SERM ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **21 février 2011** et jusqu'au **05 mars 2011** inclus, la Rue Mohammed V dans sa partie comprise entre la Rue Marius Petipa et la Rue du Pilory est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
  - la circulation des véhicules est alternée par piquet K10.
- Ces dispositions sont applicables **de 22h00 à 5h00.**

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

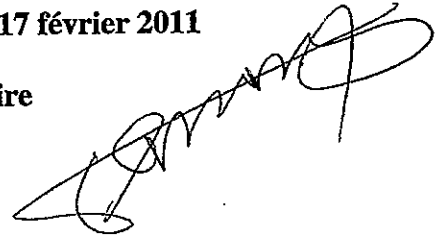
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 17 février 2011

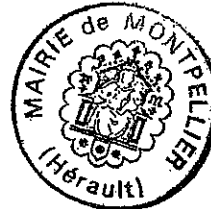
Madame le Maire



**Hélène MANDROUX**  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

**Publié le :**

21 FEV. 2011



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement La contre-allée de l'avenue Raymond Dugrand

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux d'abattage d'arbres à la demande de la DIPAN ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **07 mars 2011** et jusqu'au **11 mars 2011** inclus, la contre-allée de l'avenue Raymond Dugrand dans sa partie comprise entre la Place Christophe Colomb et la Place Ernest Granier est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par piquet K10 ;
  - la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
  - le stationnement unilatéral permanent est interdit sur 30 mètres à l'avancement du chantier.
- Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

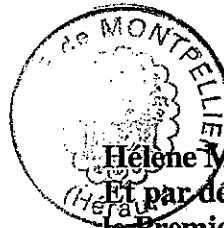
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 17 février 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le : 21 FEV. 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Adam de Craponne

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de reprise du réseau électrique à la demande de Erdf ;

Arrête :

#### Article 1er :

Le **23 février 2011**, Rue Adam de Craponne entre le n° 9 et le n° 11, le stationnement est interdit. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

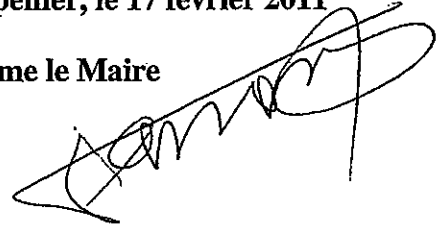
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

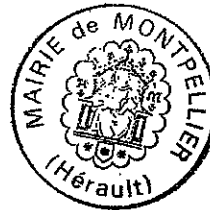
**Montpellier, le 17 février 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**

**Publié le : 21 FEV. 2011**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Hilaire Ricard

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux d'entretien de l'aqueduc à la demande de Mission Grand Coeur ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Le **01 mars 2011**, la circulation est interdite Rue Hilaire Ricard

**Article 2 :**

La déviation des véhicules empruntant habituellement cette voie se fera par la Rue Baumès, la Rue Subleyras, la Rue Marioge, le Boulevard des Arceaux, la Rue Saint Louis et la Rue Paladilhe.

**Article 3 :**

Le **01 mars 2011**, Rue Hilaire Ricard, le stationnement est interdit de part et d'autre de l'aqueduc sur une distance de dix mètres.



**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 5 :**

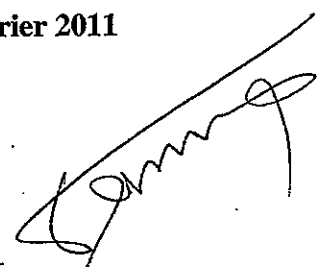
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 17 février 2011

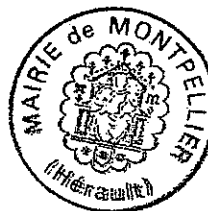
Madame le Maire



**Hélène MANDROUX**  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le :

22 FEV. 2011



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Voies diverses

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de tirage de fibre optique à la demande de SFR ;

Arrête :

**Article 1er :**

À compter du **21 février 2011** et jusqu'au **14 mars 2011** inclus, à l'avancement du chantier mobile, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h sur :

- la Place Carnot ;
- la Rue des Deux Ponts ;
- la Rue des Aiguerelles ;
- la Rue Général Riu ;
- la Rue Louis Figuié ;
- la Place Alexandre Laissac ;
- la Rue de l'Ancienne Poste ;
- la Rue du Plan du Parc ;
- la Rue Durand ;
- la Rue d'Alger.

**Article 2 :**

À compter du **21 février 2011** et jusqu'au **14 mars 2011** inclus, chaque voie alternativement et selon l'avancement du chantier mobile est interdite à la circulation générale sur :

- la Place Carnot ;
- la Rue des Deux Ponts ;
- la Rue des Aiguerelles ;
- la Rue Farges ;
- la Place de Strasbourg ;
- la Rue Louis Figuiier ;
- la Place Alexandre Laissac ;
- la Rue du Plan du Parc ;
- la Rue Durand ;
- la Rue d'Alger.

**Article 3 :**

À compter du **21 février 2011** et jusqu'au **14 mars 2011** inclus, le stationnement est interdit selon les emprises nécessaires aux travaux sur :

- la Rue des Deux Ponts au droit des N° 13 et N°17 ;
- la Rue des Aiguerelles angle rue des deux ponts, rue farges et N°10 ;
- la Rue Général Riu angle place de strasbourg ;
- la Rue du Plan du Parc au droit du N°6 ;
- la Place Carnot ;
- la Rue Farges ;
- la Place de Strasbourg ;
- la Rue Louis Figuiier ;
- la Place Alexandre Laissac ;
- la Rue du Plan du Parc ;
- la Rue Durand ;
- la Rue d'Alger.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 17 février 2011  
Madame le Maire

Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE



21 FEV. 2011

Publié le :

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Route de Ganges

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux sur le réseau eau usée à la demande de VEOLIA.

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **28 février 2011** et jusqu'au **04 mars 2011** inclus, la circulation est interdite sur la Route de Ganges au niveau de la bretelle de raccordement avec la rue du Professeur Anglada. Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00**.

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue du Doyen Gaston Giraud, emprunte :

- le Pont Lapeyronie
- la Rue du Professeur Joseph Anglada

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

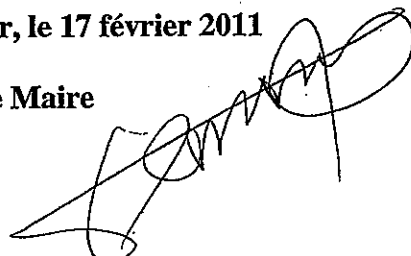
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

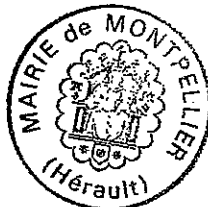
Montpellier, le 17 février 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**le Premier Adjoint,**  
**Serge FLEURENCE**

Publié le : 21 FEV. 2011



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue de la Méditerranée

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de réhabilitation de bâtiment à la demande de l'entreprise AZUARA ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **07 mars 2011** et jusqu'au **11 mars 2011** inclus, Rue de la Méditerranée sur les places de stationnement nécessaires pour les travaux au droit du N°7, le stationnement est interdit.

Le demandeur est chargé de matérialiser les emplacements réservés par la mise en place de clôtures temporaires.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

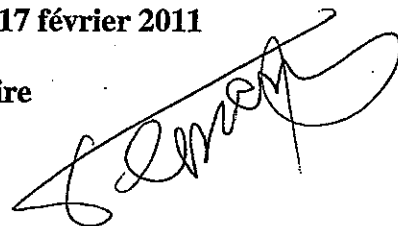
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 17 février 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX**  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le : 21 FEV. 2011



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Route de Ganges

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux sur le réseau eau usée à la demande de VEOLIA.

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **28 février 2011** et jusqu'au **11 mars 2011** inclus, sur la Route de Ganges au niveau du Pont de Lapeyronie est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.



**Article 3 :**

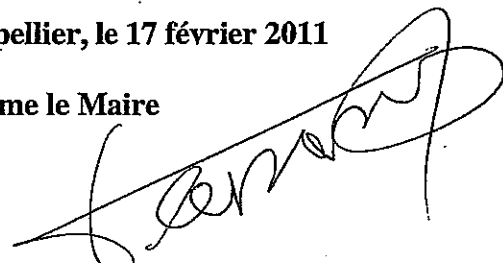
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

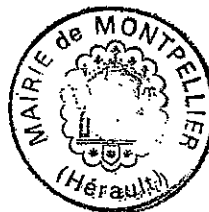
**Montpellier, le 17 février 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**

**Publié le : 21 FEV. 2011**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue Etienne Mehul

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de raccordement réseau, à la demande de ERDF-Agence Ingénierie ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **28 février 2011** et jusqu'au **25 mars 2011** inclus, l'Avenue Etienne Mehul dans sa partie comprise entre la Rue de la Madeleine et la Rue Raymond Recouly est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 17 Février 2011**

**Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**le Premier Adjoint,**  
**Serge FLEURENCE**

**Publié le :**

**22 FEV. 2011**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté du programme général des travaux 2011

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2211-1, L2213-1 à L2213-6 et L2215-1 ;
- Vu le code de la voirie routière et notamment ses articles L115-1, L141-10, R115-1 à R115-4 et R.141-12 à R141-21 ;
- Vu le code des postes et télécommunications et notamment ses articles L47 et R20-45 à R20-53 ;
- Vu le code de la route et notamment ses articles R411-25 et R413-1 ;
- Vu l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1<sup>er</sup> Adjoint au Maire ;
- Vu la délibération du conseil municipal du 27 octobre 1992 relative à la maîtrise de l'encombrement du sous-sol ;
- Vu l'arrêté municipal du 9 février 1987 relatif à l'occupation du sous-sol ;
- Vu les avis des principaux maîtres d'ouvrage occupant la voirie communale recueillis suite à la commission de consultation du 12 décembre 1997 ;
- Vu le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) du 31 juillet 1998 et notamment le titre IV comportant le règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale ;
- Vu l'arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique en date du 31 juillet 1998 et notamment l'article 3 ;
- Considérant l'ensemble des programmes annuels des chantiers prévisibles déclarés par chacun des intervenants et leur ordonnancement dans l'espace et dans le temps ;

#### ARRETE

#### Article 1 -

Le présent arrêté fixe la liste du programme général des travaux prévisibles de l'année 2011, coordonnés dans l'espace et dans le temps.

**Article 2 -**

La liste des chantiers prévisibles est annexée au présent arrêté. Cette dernière fixe également les périodes d'exécution de chaque intervention.

**Article 3 -**

En cours d'année et sitôt connus, les modifications et ajouts de programme (chantiers non prévisibles) devront être portés à la connaissance de la Ville ; à défaut, ils ne seront pas autorisés.

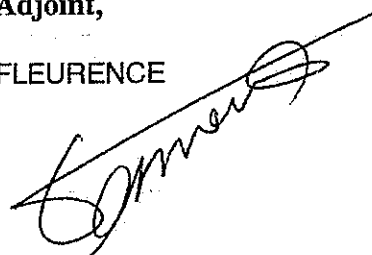
**Article 4 -**

Ampliation du présent arrêté sera adressée, pour exécution, chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Directeur Général des Services de la mairie, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique et l'ensemble des intervenants déclarés.

Montpellier, le 18 FEV. 2011

Pour Madame le Maire et par délégation  
Le 1<sup>er</sup> Adjoint,

Serge FLEURENCE



Publié le :

Notifié le :



N°	Votes	Quantité	Intervenant	Type chantiers	Date de début	Date de fin
110188	Abbé Paul Parguel Avenue	HOPITAUX- FACULTES	Veolia	A.E.P. : Renouvellement réseau	01/03/2011	31/12/2011
100030	Abbé Paul Parguel Quatre Seigneurs Avenue Rue des	HOPITAUX- FACULTES	ERDF - Agence Ingénierie	Réseau électrique : Réseau BT en contrainte	01/03/2011	31/12/2012
90180	Abrivado Rue de l'	PRES D'ARENES	TaM	Tramway : Création ligne tram	01/05/2009	31/03/2012
100026	Acacias Rue des	HOPITAUX- FACULTES	ERDF - Agence Ingénierie	Réseau électrique : Réseau BT en contrainte	01/03/2011	31/12/2012
110190	Acconiers Rue des	PRES D ARENES	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
110157	Adam de Craponne Rue	MONTPELLIER CENTRE 3	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	Coordination Tramway	
110177	Agenais Rue de l'	LA MOSSON	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
110253	Aiguerelles Rue des	MONTPELLIER CENTRE 3	Free Infrastructure	Telecom : Extension de réseau	01/03/2011	31/12/2011
110178	Aire Rue de l'	MONTPELLIER CENTRE 3	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
100870	Albert Leenhardt Rue	MONTPELLIER CENTRE 3	Veolia	A.E.P. : Renouvellement réseau	01/03/2011	31/12/2011
90167	Alco Rue d'	LES CEVENNES	TaM	Tramway : Création ligne tram	01/06/2009	31/03/2012
X	Alco Moulins Blayac	LES CEVENNES	Conseil Général 34	Voirie : Aménagement de voirie	En cours	30/06/2011
90386	Alexandre Laissac Place	MONTPELLIER CENTRE 3	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	Coordination Tramway	
110055	Alexandre Yersin Rond-point	LES CEVENNES	Service Voirie	Voirie : rectification chaussée	09/05/2011	03/06/2011

120027	Alexandre Yersin Bouisses	Rond-point Rue des	LES CEVENNES	ERDF - Agence Ingénierie	Réseau électrique : Renouvellement réseau	01/03/2011	31/12/2011
110056	Alfred Nobel	Rue	PORT-MARIANNE	Service Voirie	Voie : réfection chaussée	04/04/2011	27/05/2011
100883	Alfred Nobel Albert Einstein	Rue Avenue	PORT-MARIANNE	Service Voirie	Voie : Aménagement de voirie	30/06/2010	28/12/2011
110479	Alger	Rue d'	MONTPELLIER CENTRE 3	TAM	Voie : réfection chaussée	04/07/2011	31/08/2011
110250	Alger	Rue d'	MONTPELLIER CENTRE 3	Free Infrastructure	Telecom : Extension de réseau	Coordination Tramway	
110024	Amandier	Rue de l'	MONTPELLIER CENTRE 1	Service Voirie	Voie : réfection chaussée	02/05/2011	30/06/2011
101898	Amandier	Rue de l'	MONTPELLIER CENTRE 1	Free Infrastructure	Telecom : Extension de réseau	01/03/2011	30/04/2011
90384	Ancienne Poste	Rue de l'	MONTPELLIER CENTRE 3	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
110279	Argenterie	Rue de l'	MONTPELLIER CENTRE 1	Free Infrastructure	Telecom : Extension de réseau	01/03/2011	31/12/2011
110477	Assas	Avenue d'	MONTPELLIER CENTRE 3	CAM	Voie : Aménagement couloir bus	01/09/2011	31/12/2011
110158	Astruc	Rue	MONTPELLIER CENTRE 1	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
100570	Auguste Broussonnet	Rue	MONTPELLIER CENTRE 2	Free Infrastructure	Telecom : Extension de réseau	01/03/2011	31/12/2011
100536	Auguste Comte	Rue	MONTPELLIER CENTRE 3	Free Infrastructure	Telecom : Extension de réseau	01/03/2011	31/12/2011
110284	Augustins	Rue des	MONTPELLIER CENTRE 1	Free Infrastructure	Telecom : Extension de réseau	01/03/2011	31/12/2011
91351	Avelaniers	Rue des	LES CEVENNES	Veolia	A.E.P. : Renouvellement réseau	01/03/2011	31/12/2011
110159	Aventurin	Rue	MONTPELLIER CENTRE 1	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
100409	Azalées	Rue des	LES CEVENNES	ERDF - Agence Ingénierie	Réseau électrique : Réseau BT en contrainte	01/03/2011	31/12/2012
110151	Beaux Arts	Place des	MONTPELLIER CENTRE 2	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
110191	Bengalis	Rue des	HOPITAUX- FACULTES	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
110201	Benjamin Milhaud	Boulevard	MONTPELLIER CENTRE 3	Free Infrastructure	Telecom : Extension de réseau	Coordination Tramway	

110198	Berger	Rue du	MONTPELLIER CENTRE 1	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
110140	Blanquette	Impasse de la	HOPITAUX- FACULTES	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
110161	Bocaud	Rue	MONTPELLIER CENTRE 1	Veolia	E.U. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
110129	Bonnes Nouvelles	Boulevard de	MONTPELLIER CENTRE 1	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
110397	Bouisses	Rue des	LES CEVENNES	ERDF - Agence Ingénierie	Réseau électrique : Renouvellement réseau	01/06/2011	31/12/2011
110010	Boussairolles	Rue	MONTPELLIER CENTRE 1	ERDF - Agence Ingénierie	Réseau électrique : Renouvellement réseau	01/03/2011	31/12/2011
110199	Calvaire	Rue du	MONTPELLIER CENTRE 1	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
110192	Campanules	Rue des	PRES D ARENES	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
101854	Candolle	Rue de	MONTPELLIER CENTRE 1	Service Voirie	Voie : refecton chaussee	01/03/2011	30/06/2011
110200	Cannau	Rue du	MONTPELLIER CENTRE 1	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
110219	Cannau	Rue du	MONTPELLIER CENTRE 1	Free Infrastructure	Telecom : Extension de réseau	01/03/2011	31/12/2011
110137	Cantié	Impasse	MONTPELLIER CENTRE 3	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
110203	Carignan	Rue du	LES CEVENNES	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
100522	Carnes du Palais	Rue des	MONTPELLIER CENTRE 1	Free Infrastructure	Telecom : Extension de réseau	01/03/2011	30/04/2011
110022	Carnes du Palais	Rue des	MONTPELLIER CENTRE 1	Service Voirie	Voie : refecton chaussee	02/05/2011	30/06/2011
110266	Carnot	Place	MONTPELLIER CENTRE 3	Free Infrastructure	Telecom : Extension de réseau	04/07/2011	31/08/2011
110162	Casseyrols	Rue de	LES CEVENNES	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
101859	Castel Moton	Rue	MONTPELLIER CENTRE 1	Service Voirie	Voie : refecton chaussee	21/03/2011	29/04/2011
101922	Castel Moton	Rue	MONTPELLIER CENTRE 1	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	21/02/2011	18/03/2011
110281	Castellane	Place	MONTPELLIER CENTRE 1	Free Infrastructure	Telecom : Extension de réseau	01/03/2011	31/12/2011



100042	Castelnau	Avenue de	MONTPELLIER CENTRE 2	ERDF - Agence Ingénierie	Réseau électrique : Réseau BT en contrainte	04/01/2010	31/12/2012
110025	Castelnau	Rue de	MONTPELLIER CENTRE 1	Service Voirie	Voie : réfection chaussée	01/03/2011	30/06/2011
110133	Castelnau	Avenue de	MONTPELLIER CENTRE 2	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
100824	Castilhon	Rue	MONTPELLIER CENTRE 3	Veolia	A.E.P. : Renouvellement réseau	01/03/2011	31/12/2011
100040	Castors Ecoreuils	Rue des Rue des	MONTPELLIER CENTRE 2	ERDF - Agence Ingénierie	Réseau électrique : Réseau BT en contrainte	01/03/2011	31/12/2012
110136	Chancel	Avenue	MONTPELLIER CENTRE 2	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
110226	Chancel	Avenue	MONTPELLIER CENTRE 2	Free Infrastructure	Telecom : Extension de réseau	01/03/2011	31/12/2011
110144	Chapeau Rouge	Impasse	MONTPELLIER CENTRE 1	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
110204	Chapeau Rouge	Rue du	MONTPELLIER CENTRE 1	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
110149	Chapelle Neuve	Place de la	MONTPELLIER CENTRE 1	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
110138	Chaptal	Impasse	MONTPELLIER CENTRE 1	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
100203	Charles Flahault	Avenue	HOPITAUX- FACULTES	Veolia	A.E.P. : Renouvellement réseau	04/07/2011	31/08/2011
110206	Cherche Midi	Rue	MONTPELLIER CENTRE 1	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
100848	Cheval Blanc	Rue du	MONTPELLIER CENTRE 1	Veolia	A.E.P. : Renouvellement réseau	01/09/2011	30/11/2011
110394	Cholet	Rue de	CROIX D ARGENT	ERDF - Agence Ingénierie	Réseau électrique : Renouvellement réseau	02/05/2011	31/12/2011
110165	Chrestien	Rue	MONTPELLIER CENTRE 1	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
110061	Cinquante Sixième Régiment d'Artillerie	Rue du	CROIX D'ARGENT	Service Voirie	Voie : réfection chaussée	04/04/2011	27/05/2011
100356	Cinquante Sixième Régiment d'Artillerie Roubine de Lattes	Rue de la Rue du	CROIX D ARGENT	ERDF - Agence Ingénierie	Réseau électrique : Réseau BT en contrainte	01/03/2011	31/12/2012

110169	Cité Montmartre	Rue de la	PORT MARIANNE	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
100403	Claret	Rue de	MONTPELLIER CENTRE 3	ERDF - Agence Ingénierie	Réseau électrique : Réseau BT en contrainte	01/03/2011	31/12/2012
100405	Claret	Rue de	MONTPELLIER CENTRE 3	ERDF - Agence Ingénierie	Réseau électrique : Réseau BT en contrainte	01/03/2011	31/12/2012
100660	Clémentville	Rue de	LES CEVENNES	Free Infrastructure	Telecom : Extension de réseau	Coordination Tramway	
110142	Cocinelles	Impasse des	MONTPELLIER CENTRE 2	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
110208	Collège	Rue du	MONTPELLIER CENTRE 1	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
110167	Collot	Rue	MONTPELLIER CENTRE 1	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
110323	Colverts	Rue des	PORT MARIANNE	GRDF ATG Ingénierie	Gaz : Renouvellement réseau	28/02/2011	11/03/2011
110150	Comédie	Place de la	MONTPELLIER CENTRE 1	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	30/05/2011
101855	Conférie	Rue de la	MONTPELLIER CENTRE 1	Service Voirie	Voie : rectification chaussée	01/03/2011	30/06/2011
110170	Coquille	Rue de la	MONTPELLIER CENTRE 1	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
100295	Cour du Recteur	Rue de la	CROIX D ARGENT	ERDF - Agence Ingénierie	Réseau électrique : Réseau BT en contrainte	01/03/2011	31/12/2012
110019	Coustou	Impasse	MONTPELLIER CENTRE 1	Service Voirie	Voie : rectification chaussée	01/03/2011	30/06/2011
110057	Croix	Rue de la	LA MOSSON	Service Voirie	Voie : rectification chaussée	01/09/2011	30/09/2011
101160	Croix	Rue de la	LA MOSSON	Free Infrastructure	Telecom : Extension de réseau	04/07/2011	31/08/2011
110002	Croix Gignac Icard Fontaine de Celleneuve Bassin	Rue de la Rue Gilodes Rue des Rue Rue de la Rue du	LA MOSSON	ERDF - Agence Ingénierie	Réseau électrique : Renouvellement réseau	04/07/2011	31/08/2011

110003	Croix IV Albert Renaudel	Henri Marcelin Pierre Breton	Rue de la Place Rue Place Rue	LA MOSSON	ERDF - Agence Ingénierie	Réseau électrique : Renouvellement réseau	04/07/2011	31/08/2011
100389	Croix du Capitaine	Avenue de la		CROIX D ARGENT	ERDF - Agence Ingénierie	Réseau électrique : Réseau BT en contrainte	01/03/2011	31/12/2012
110168	Curie	Rue		MONTPELLIER CENTRE 3	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
100851	Cygne	Rue du		MONTPELLIER CENTRE 1	Veolia	A.E.P. : Renouvellement réseau	01/09/2011	30/11/2011
110272	David Bélugou	Passage		MONTPELLIER CENTRE 1	Free Infrastructure	Telecom : Extension de réseau	01/03/2011	31/12/2011
110141	Delort	Impasse		MONTPELLIER CENTRE 1	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
110259	Denise	Rue		PRES D ARENES	Free Infrastructure	Telecom : Extension de réseau	01/03/2011	31/12/2011
110252	Deux Ponts	Rue des		MONTPELLIER CENTRE 3	Free Infrastructure	Telecom : Extension de réseau	01/03/2011	31/12/2011
100846	Diderot	Rue		MONTPELLIER CENTRE 1	Veolia	A.E.P. : Renouvellement réseau	01/09/2011	30/11/2011
110248	Diderot	Rue		MONTPELLIER CENTRE 1	Free Infrastructure	Telecom : Extension de réseau	01/09/2011	30/11/2011
110070	Domitienne	Voie		HOPITAUX- FACULTES	Service Voirie	Voie : refecton chaussee	25/04/2011	06/05/2011
110116	Domitienne	Voie		HOPITAUX- FACULTES	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	28/02/2011	11/03/2011
110482	Draparnau Marioge	Rue Rue		MONTPELLIER CENTRE 3	Service Voirie	Voie : refecton chaussee	01/03/2011	31/12/2011
101328	Droits de l'Homme	Avenue des		PORT MARIANNE	TaM	Tramway - Création ligne tram	31/05/2010	30/04/2011
110354	Droits de l'Homme	Avenue des		PORT MARIANNE	Veolia	E.U. : Renouvellement réseau	Coordination Tramway	
100307	Durand	Rue		MONTPELLIER CENTRE 3	Free Infrastructure	Telecom : Extension de réseau	25/02/2011	11/03/2011
90383	Durand	Rue		MONTPELLIER CENTRE 3	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	25/02/2011	11/03/2011
110478	Durand	Rue		MONTPELLIER CENTRE 3	TaM	Voie : refecton chaussee	04/07/2011	31/08/2011

110179	Ecole Mage	Rue de l'	MONTPELLIER CENTRE 1	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
100384	Edouard VII	Rue	MONTPELLIER CENTRE 3	ERDF - Agence Ingénierie	Réseau électrique : Réseau BT en contrainte	01/03/2011	31/12/2012
110134	En Barrat	Descente	MONTPELLIER CENTRE 1	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
100048	Ernest Renan	Boulevard	MONTPELLIER CENTRE 2	ERDF - Agence Ingénierie	Réseau électrique : Réseau BT en contrainte	01/03/2011	31/12/2012
110013	Etats du Languedoc	Avenue des	MONTPELLIER CENTRE 1	ERDF - Agence Ingénierie	Réseau électrique : Renouvellement réseau	01/03/2011	31/12/2011
100843	Étuves	Rue des	MONTPELLIER CENTRE 1	Veolia	A.E.P. : Renouvellement réseau	01/09/2011	30/11/2011
110247	Étuves	Rue des	MONTPELLIER CENTRE 1	Free Infrastructure	Telecom : Extension de réseau	01/09/2011	30/11/2011
100512	Eugène Lisbonne	Rue	MONTPELLIER CENTRE 1	Free Infrastructure	Telecom : Extension de réseau	01/03/2011	31/12/2011
90017	Europe Professeur Blayac	Avenue de l' Rue du	LE MOISSON	Service Voirie	Voies: Aménagement de voirie	01/06/2011	31/12/2013
110398	Evariste Galois	Rond-point	PORT MARIANNE	Veolia	A.E.P. : Branchement ponctuel	01/03/2011	25/03/2011
100866	Fabre	Rue	MONTPELLIER CENTRE 1	Veolia	A.E.P. : Renouvellement réseau	01/03/2011	31/12/2011
90001	Faubourg Boutonnet	Rue du	MONTPELLIER CENTRE 2	Service Voirie	Voies: Aménagement de voirie	15/04/2011	30/04/2012
100001	Faubourg Boutonnet	Rue du	MONTPELLIER CENTRE 2	Veolia	A.E.P. : Renouvellement réseau	15/04/2011	30/04/2012
100018	Faubourg Boutonnet	Rue du	MONTPELLIER CENTRE 2	GRDF ATG Ingénierie	Gaz : Renouvellement réseau	15/04/2011	30/04/2012
100786	Faubourg Boutonnet	Rue du	MONTPELLIER CENTRE 2	Free Infrastructure	Telecom : Extension de réseau	15/04/2011	30/04/2012
90173	Faubourg de la Saunerie	Rue du	MONTPELLIER CENTRE 3	TaM	Tramway: Création ligne tram	05/07/2010	31/03/2012

101524	Faubourg de la Saunerie Gambetta Georges Clémenceau Grand Saint Jean Rondelet Saint Denis Castilhon	Rue du Cours Avenue Rue du Rue Place Rue	MONTPELLIER CENTRE 3	GRDF ATG Ingénierie	Gaz : Renouvellement réseau	Coordination Tramway	
100082	Faubourg Figuerolles	Rue du	MONTPELLIER CENTRE 3	Veolia	A.E.P. : Renouvellement réseau	Coordination Tramway	
100083	Faubourg Figuerolles	Rue du	MONTPELLIER CENTRE 3	Veolia	A.E.P. : Renouvellement réseau	Coordination Tramway	
100084	Faubourg Figuerolles	Rue du	MONTPELLIER CENTRE 3	Veolia	A.E.P. : Renouvellement réseau	Coordination Tramway	
110481	Faubourg Saint Jaumes	Rue du	MONTPELLIER CENTRE 2	CAM	Voirie : Aménagement couloir bus		31/12/2011
110315	Ferdinand de Lesseps	Rue	PRES D ARENES	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire		31/12/2011
110058	Figairasse	Rue de la	LES CEVENNES	Service Voirie	Voirie : réfection chaussée		31/08/2011
110114	Figairasse	Rue de la	LES CEVENNES	GRDF ATG Ingénierie	Gaz : Renouvellement réseau		11/03/2011
110317	Foch	Rue	MONTPELLIER CENTRE 1	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire		31/08/2011
110318	Foch	Rue	MONTPELLIER CENTRE 1	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire		31/08/2011
110319	Foch	Rue	MONTPELLIER CENTRE 1	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire		31/08/2011
100412	Font Couverte	Rue de	CROIX D ARGENT	ERDF - Agence Ingénierie	Réseau électrique : Réseau BT en contrainte		31/12/2012
110368	Font Couverte Chasseurs	Rue de Rue des	CROIX D ARGENT	Service Voirie	Voirie : Aménagement de voirie		31/08/2011
110314	Fouques	Rue	MONTPELLIER CENTRE 3	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire		31/12/2011
110277	Four des Flammes	Rue	MONTPELLIER CENTRE 1	Free Infrastructure	Telecom : Extension de réseau		31/12/2011
110313	Fournarié	Rue	MONTPELLIER CENTRE 1	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire		31/12/2011

110065	François Dezeuze	Rue	LES CEVENNES	Service Voirie	Voie : refecton chaussée	01/07/2011	31/12/2011
110088	François Dezeuze	Rue	LES CEVENNES	Service Voirie	Mobilier urbain : Abri-bus	01/07/2011	31/12/2011
110090	François Dezeuze	Rue	LES CEVENNES	Service Voirie	Voie : refecton trottoir	01/07/2011	31/12/2011
130077	François Dezeuze	Rue	LES CEVENNES	ERDF - Agence Ingénierie	Réseau électrique : Réseau BT en contrainte	01/07/2011	31/12/2011
90516	Frédéric Bazille	Rue	MONTPELLIER CENTRE 3	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	28/02/2011	11/03/2011
110066	Frédéric Bazille	Rue	PRES D'ARENES	Service Voirie	Voie : refecton chaussée	04/07/2011	31/07/2011
110265	Frédéric Bazille	Rue	MONTPELLIER CENTRE 3	Free Infrastructure	Telecom : Extension de réseau	25/04/2011	06/05/2011
110050	Frédéric Sabatier d'Espeyran	Avenue	HOPITAUX FACULTES	Service Voirie	Voie : refecton chaussée	25/04/2011	06/05/2011
101868	Gabares	Rue des	PORT MARIANNE	Veolia	E.U. : Renouvellement réseau	24/02/2011	08/04/2011
100034	Gaillarde	Avenue de la	MONTPELLIER CENTRE 2	ERDF - Agence Ingénierie	Réseau électrique : Réseau BT en contrainte	01/03/2011	31/12/2012
100036	Gaillarde	Avenue de la	LES CEVENNES	ERDF - Agence Ingénierie	Réseau électrique : Réseau BT en contrainte	01/03/2011	31/12/2012
100622	Gaillarde	Avenue de la	MONTPELLIER CENTRE 2	Free Infrastructure	Telecom : Extension de réseau	01/03/2010	31/12/2011
90161	Gambetta	Cours	MONTPELLIER CENTRE 3	Tam	Tramway : Création ligne tram	01/07/2009	31/03/2012
110187	Ganges	Route de	HOPITAUX FACULTES	Veolia	E.U. : Renouvellement réseau	01/03/2011	31/12/2011
110325	Georges Brassens	Rue	CROIX D ARGENT	GRDF ATG Ingénierie	Gaz : Renouvellement réseau	28/02/2011	11/03/2011
100461	Girone Carbonnerie	Rue de Rue de la	MONTPELLIER CENTRE 1	Free Infrastructure	Telecom : Extension de réseau	01/03/2011	31/12/2011
110183	Guilhem de Poitiers	Avenue	LA MOSSON	Veolia	A.E.P. : Renouvellement réseau	18/04/2011	17/06/2011
110051	Guilhem de Poitiers Raimbaud d'Orange	Avenue Avenue	LA MOSSON	Service Voirie	Voie : refecton chaussée	04/07/2011	31/08/2011



100079	Guillaume Pellicier	Rue	MONTPELLIER CENTRE 3	Veolia	A.E.P. : Renouvellement réseau	Coordination Tramway	
100130	Guillaume Pellicier	Rue	MONTPELLIER CENTRE 3	Free Infrastructure	Telecom : Extension de réseau	Coordination Tramway	
100818	Henri	Rue	MONTPELLIER CENTRE 2	Veolia	A.E.P. : Renouvellement réseau	26/04/2010	31/12/2011
100738	Henri IV	Boulevard	MONTPELLIER CENTRE 2	Free Infrastructure	Telecom : Extension de réseau	01/03/2011	31/08/2011
110371	Henri Lagatu- Malbosc	Rue de Rue de	HOPITAUX FACULTES	Service Voirie	Voie : Aménagement de voirie	01/09/2011	01/06/2012
100652	Hippolyte	Rue	MONTPELLIER CENTRE 3	Free Infrastructure	Telecom : Extension de réseau	01/03/2011	31/12/2011
100024	Hospices	Rue des	MONTPELLIER CENTRE 2	ERDF - Agence Ingénierie	Réseau électrique : Réseau BT en contrainte	01/03/2011	31/12/2012
100354	Imprimerie	Rue de l'	CROIX D ARGENT	ERDF - Agence Ingénierie	Réseau électrique : Réseau BT en contrainte	01/03/2011	31/12/2012
110310	Jacqueline Maillan	Rue	CROIX D ARGENT	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
110282	Jean Jaurès	Place	MONTPELLIER CENTRE 1	Free Infrastructure	Telecom : Extension de réseau	01/03/2011	31/12/2011
110324	Jean Mermoz	Avenue	MONTPELLIER CENTRE 1	GRDF ATG Ingénierie	Gaz : Renouvellement réseau	28/02/2011	11/03/2011
110017	Jean Mermoz Moulin de Semalen Rimbaud	Avenue Rue du Carrefour	MONTPELLIER CENTRE 1	Service Voirie	Voie : Aménagement de voirie	06/06/2011	31/12/2011
90184	Jean Zuccarelli Marie de Montpellier	Pont Avenue	PORT MARIANNE	TaM	Tramway : Création ligne tram	01/03/2010	31/03/2012
100491	Jean-Jacques Rousseau	Rue	MONTPELLIER CENTRE 1	Free Infrastructure	Telecom : Extension de réseau	01/03/2010	31/12/2011
110269	Jeanne d'Arc	Rue	MONTPELLIER CENTRE 3	Free Infrastructure	Telecom : Extension de réseau	01/03/2011	31/12/2011
110273	Jeu de l'Arc	Rue du	MONTPELLIER CENTRE 1	Free Infrastructure	Telecom : Extension de réseau	01/03/2011	31/12/2011
101475	Jeu de Paume	Boulevard du	MONTPELLIER CENTRE 3	GRDF ATG Ingénierie	Gaz : Renouvellement réseau	Coordination Tramway	
101445	Jeu de Paume	Boulevard du	MONTPELLIER CENTRE 3	TaM	Tramway : Création ligne tram	02/08/2010	31/03/2012

110145	Johannès Képler	Impasse	PRES D ARENES	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
110026	Joseph Cambon	Rue	MONTPELLIER CENTRE 3	Service Voirie	Voie : réfection chaussée	01/03/2011	30/06/2011
110146	Joseph Vidal	Rue	MONTPELLIER CENTRE 3	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
110251	Jules Ferry	Rue	MONTPELLIER CENTRE 3	Free Infrastructure	Telecom : Extension de réseau	Coordination Tramway	
90176	Jules Ferry Rondelet	Rue Place	MONTPELLIER CENTRE 3	TaM	Tramway : Création ligne tram	04/01/2010	31/03/2012
110309	Laetitia	Rue	MONTPELLIER CENTRE 2	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
110316	Lakanal	Rue	MONTPELLIER CENTRE 2	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
90397	Lallemand	Rue	MONTPELLIER CENTRE 1	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
110015	Lauragais Guilhem de Poitiers Biterrois	Avenue du Avenue Avenue du	LA MOSSON	Service Voirie	Voie : Aménagement de voirie	01/03/2011	31/08/2011
90170	Leizer Zamenhof	Rue	LA MOSSON	TaM	Tramway : Création ligne tram	04/01/2010	31/03/2012
110264	Léon Cordès	Carrefour	PRES D ARENES	Free Infrastructure	Telecom : Extension de réseau	04/07/2011	31/08/2011
100293	Lepic	Avenue	CROIX D ARGENT	ERDF - Agence Ingénierie	Réseau électrique : Réseau BT en contrainte	01/03/2011	31/12/2012
90162	Leroy-Beaulieu	Place	MONTPELLIER CENTRE 3	TaM	Tramway : Création ligne tram	01/07/2009	31/03/2012
90163	Lodève	Avenue de	MONTPELLIER CENTRE 3	TaM	Tramway : Création ligne tram	01/07/2009	31/03/2012
110185	Lodève	Avenue de	LES CEVENNES	Veolia	A.E.P. : Renouvellement réseau	21/03/2011	30/04/2011
90164	Lodève Clementville	Avenue de Rue de	LES CEVENNES	TaM	Tramway : Création ligne tram	01/06/2009	31/03/2012
90165	Lodève de Cellerneuve	Avenue de Rond-point	LES CEVENNES	TaM	Tramway : Création ligne tram	01/06/2009	31/03/2012
90171	Lodève Paul-Henri Spaak	Route de Carrefour	LA MOSSON	TaM	Tramway : Création ligne tram	01/07/2009	31/03/2012



100120	Louis Braille	Rue	MONTPELLIER CENTRE 3	Free Infrastructure	Telecom : Extension de réseau	Coordination Tramway	
110067	Louis Lépine	Rue	MONTPELLIER CENTRE 3	Service Voirie	Voie : refecton chaussée	04/04/2011	27/05/2011
100039	Loutres	Rue des	MONTPELLIER CENTRE 2	ERDF - Agence Ingénierie	Réseau électrique : Réseau BT en contrainte	01/03/2011	31/12/2012
100850	Loys	Rue	MONTPELLIER CENTRE 1	Veolia	A.E.P. : Renouvellement réseau	01/09/2011	30/11/2011
101870	Loys	Rue	MONTPELLIER CENTRE 1	Service Voirie	Voie : refecton chaussée	01/09/2011	30/11/2011
110020	Madières	Rue	MONTPELLIER CENTRE 1	Service Voirie	Voie : refecton chaussée	01/03/2011	31/12/2011
110483	Maguelone	Rue	MONTPELLIER CENTRE 3	TAM	Voie : refecton chaussée	04/07/2011	31/12/2011
110194	Manguiers	Rue des	CROIX D ARGENT	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
110308	Marcel Arnoye	Rue	MONTPELLIER CENTRE 3	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
110014	Marché Gare Mas Bringaud	Avenue du Rue du	PRES D ARENES	ERDF - Agence Ingénierie	Réseau électrique : Renouvellement réseau	01/03/2011	31/12/2011
110388	Marché Gare Industrie	Avenue du Rue de l'	PRES D ARENES	ERDF - Agence Ingénierie	Réseau électrique : Renouvellement réseau	01/06/2011	31/12/2011
110119	Maréchal Leclerc	Avenue du	PRES D ARENES	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	14/03/2011	22/04/2011
110271	Mareschal	Rue	MONTPELLIER CENTRE 1	Free Infrastructure	Telecom : Extension de réseau	01/03/2011	31/12/2011
110182	Marie Muller	Rue	MONTPELLIER CENTRE 3	Veolia	A.E.P. : Renouvellement réseau	01/03/2011	31/12/2011
100038	Martinets Piocch de Boutonnet	Rue des Rue du	HOPITAUX- FACULTES	ERDF - Agence Ingénierie	Réseau électrique : Réseau BT en contrainte	01/03/2011	31/12/2012
110211	Mas de Merle	Rue du	MONTPELLIER CENTRE 3	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
110404	Mas Nougulier Tatius	Rue du Rue	CROIX D ARGENT	ERDF - Agence Ingénierie	Réseau électrique : Renouvellement réseau	01/06/2011	31/12/2011

110307	Massane	Rue	MONTPELLIER CENTRE 1	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/09/2011	30/11/2011
101857	Massilian	Rue	MONTPELLIER CENTRE 1	Service Voirie	Voie : réfection chaussée	04/07/2011	31/12/2011
90177	Maurin	Avenue de	MONTPELLIER CENTRE 3	TaM	Tramway : Création ligne tram	01/12/2009	31/03/2012
100031	Mende	Route de	HOPITAUX- FACULTES	ERDF - Agence Ingénierie	Réseau électrique : Réseau BT en contrainte	01/03/2011	31/12/2012
110154	Mende	Route de	HOPITAUX- FACULTES	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
110068	Michelet	Rue	MONTPELLIER CENTRE 1	Service Voirie	Voie : réfection chaussée	04/07/2011	31/12/2011
91349	Mion Saint Michel	Rue	PRES D ARENES	Veolia	A.E.P. : Renouvellement réseau	01/03/2011	31/12/2011
110171	Monnaie	Rue de la	MONTPELLIER CENTRE 1	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
110046	Monsieur Teste	Avenue de	LES CEVENNES	Service Voirie	Voie : réfection chaussée	04/04/2011	27/05/2011
110059	Montasinos	Rue de	HOPITAUX- FACULTES	Service Voirie	Voie : réfection chaussée	01/06/2011	31/12/2011
110093	Montasinos	Rue de	HOPITAUX- FACULTES	Service Voirie	Voie : réfection trottoir	01/06/2011	31/12/2011
110306	Montcalm	Rue	MONTPELLIER CENTRE 3	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
110181	Monteil	Rue	MONTPELLIER CENTRE 2	Veolia	A.E.P. : Renouvellement réseau	01/03/2011	31/12/2011
101856	Montgolfer	Rue	MONTPELLIER CENTRE 1	Service Voirie	Voie : réfection chaussée	02/05/2011	31/12/2011
110113	Montgolfer	Rue	MONTPELLIER CENTRE 1	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	14/03/2011	29/04/2011
110305	Montpellier	Rue	MONTPELLIER CENTRE 1	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
110450	Moularès Pont Trinquat Améthyste	Chemin de Avenue du Rue de l'	PRES D ARENES	ERDF - Agence Ingénierie	Réseau électrique : Renouvellement réseau	01/06/2011	31/12/2011
130109	Moularès Pont Trinquat Améthyste	Chemin de Avenue du Rue de l'	PRES D ARENES	ERDF - Agence Ingénierie	Réseau électrique : Réseau BT en contrainte	01/06/2011	31/12/2011

110016	Moularès Pont Trinquat Améthyste	Chemin de Avenue du Rue de l'	PRES D'ARENES	Service Voirie	Voirie : Aménagement de voirie	01/06/2011	31/12/2011
90168	Moulins	Avenue des	LES CEVENNES	TaM	Tramway : Création ligne tram	02/11/2009	31/03/2012
100045	Mounié Professeur Lombard	Boulevard Rue du	MONTPELLIER CENTRE 2	ERDF - Agence Ingénierie	Réseau électrique : Réseau BT en contrainte	01/03/2011	31/12/2012
100410	Myosotis	Rue des	LES CEVENNES	ERDF - Agence Ingénierie	Réseau électrique : Réseau BT en contrainte	01/03/2011	31/12/2012
90174	Observatoire Edouard Adam	Boulevard de Place	MONTPELLIER CENTRE 3	TaM	Tramway : Création ligne tram	05/07/2010	31/03/2012
X	Pablo Neruda	Avenue	MOSSON	Conseil Général 34	Voirie : Aménagement de voirie	01/06/2011	31/12/2011
X	Pablo Neruda	Avenue	MOSSON	Conseil Général 34	Voirie : Réfection des joints sur Ouvrage d'art	01/06/2011	31/12/2011
110160	Pagès	Rue	MONTPELLIER CENTRE 3	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	Coordination	
110480	Pagézy	Rue	MONTPELLIER CENTRE 3	TaM	Voirie : réfection chaussée	04/07/2011	31/08/2011
90181	Palavas Mas Argelliers	Avenue de Impasse du	PRES D'ARENES	TaM	Tramway : Création ligne tram	05/10/2009	31/03/2012
100025	Palmiers	Rue des	HOPITAUX- FACULTES	ERDF - Agence Ingénierie	Réseau électrique : Réseau BT en contrainte	01/03/2011	31/12/2012
110261	Pâquerettes	Rue des	PRES D'ARENES	Free Infrastructure	Telecom : Extension de réseau	01/03/2011	31/12/2011
90381	Parlier	Rue	MONTPELLIER CENTRE 3	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	Coordination Tramway	
100344	Part Antique	Rue de la	CROIX D ARGENT	ERDF - Agence Ingénierie	Réseau électrique : Réseau BT en contrainte	01/03/2011	31/12/2012
110062	Pas du Loup	Rue du	CROIX D ARGENT	Service Voirie	Voirie : réfection chaussée	01/09/2011	01/03/2012
110117	Pas du Loup	Rue du	CROIX D ARGENT	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	14/03/2011	22/04/2011
110213	Pas du Loup	Rue du	CROIX D ARGENT	Veolia	A.E.P. : Réparation linéaire	14/03/2011	22/04/2011

110092	Pas du Loup Maurice Planes Varières Félix Eboué	Rue du Avenue Avenue de Rue	CROIX D'ARGENT	Service Voirie	Voie : Aménagement de voie	01/09/2011	01/03/2012
90166	Paul Bringuier de Celleneuve Alco	Avenue Rond-point Rue	LES CEVENNES	TaM	Tramway : Création ligne tram	24/08/2009	31/03/2012
90178	Payrolliers Alizés	Rues Carrefour des	CROIX D'ARGENT	TaM	Tramway : Création ligne tram	14/09/2009	31/03/2012
110172	Pelleterie	Rue de la	MONTPELLIER CENTRE 1	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
110127	Père Soulas	Avenue du	LES CEVENNES	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
110257	Perruque	Boulevard de la	CROIX D'ARGENT	Free Infrastructure	Telecom : Extension de réseau	Coordination Tramway	
110260	Perruque	Boulevard de la	PRES D ARENES	Free Infrastructure	Telecom : Extension de réseau	Coordination Tramway	
80089	Pertuisanes Olympie Bastion Ventadour	Rues Place Rue du	MONTPELLIER CENTRE 3	Service Voirie	Voie : Aménagement de voie	02/11/2010	31/12/2011
100845	Petit Paris	Rue du	MONTPELLIER CENTRE 1	Veolia	A.E.P. : Renouvellement réseau	01/09/2011	30/11/2011
110147	Petite Corratene	Impasse de la	MONTPELLIER CENTRE 1	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
110173	Petite Loge	Rue de la	MONTPELLIER CENTRE 1	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
110285	Petite Loge	Rue de la	MONTPELLIER CENTRE 1	Free Infrastructure	Telecom : Extension de réseau	01/03/2011	31/12/2011
110049	Pic Saint-Loup	Avenue du	HORTAUX FACULTES	Service Voirie	Voie : rectification chaussée	04/07/2011	31/12/2011
110091	Pic Saint-Loup Espinouse	Avenue du Rue de la	HORTAUX FACULTES	Service Voirie	Voie : rectification trottoir	04/07/2011	31/12/2011
110148	Pierre Collondre	Impasse	LES CEVENNES	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
110216	Pila Saint Gély	Rue du	MONTPELLIER CENTRE 1	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
90169	Pilony	Rue du	LA MOSSON	TaM	Tramway : Création ligne tram	04/01/2010	31/03/2012

110063	Pioch de Bourtonnet	Rue du	HOPITAUX FACULTES	Service Voirie	Voirie : rectification chaussée	09/06/2011	10/06/2011
110218	Pistolet	Rue du	MONTPELLIER CENTRE 1	Veolia	A.E.P. : Réparation linéaire	01/03/2011	31/12/2011
110477	Pitot	Rue	MONTPELLIER CENTRE 3	CAM	Voirie : Aménagement couloir bus	01/09/2011	31/12/2011
110021	Plan de l'Olivier	Rue du	MONTPELLIER CENTRE 1	Service Voirie	Voirie : rectification chaussée	04/07/2011	31/12/2011
100488	Plan du Palais	Rue du	MONTPELLIER CENTRE 1	Free Infrastructure	Telecom : Extension de réseau	01/03/2011	31/12/2011
110180	Plan du Palais	Rue du	MONTPELLIER CENTRE 1	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
90385	Plan du Parc	Rue du	MONTPELLIER CENTRE 3	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
110304	Plantade	Rue	MONTPELLIER CENTRE 3	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
100027	Platanes	Rue des	HOPITAUX- FACULTES	ERDF - Agence Ingénierie	Réseau électrique : Réseau BT en contrainte	01/03/2011	31/12/2012
110064	Pont de Laverune	Rue du	LES GERVANNES	Service Voirie	Voirie : rectification chaussée	02/05/2011	27/05/2011
110011	Pont Juvénal	Avenue du	MONTPELLIER CENTRE 3	ERDF - Agence Ingénierie	Réseau électrique : Renouvellement réseau	01/03/2011	31/12/2011
110012	Pont Juvénal	Avenue du	MONTPELLIER CENTRE 1	ERDF - Agence Ingénierie	Réseau électrique : Renouvellement réseau	01/03/2011	31/12/2011
110123	Pont Juvénal	Avenue du	MONTPELLIER CENTRE 1	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
110267	Pont Juvénal	Avenue du	MONTPELLIER CENTRE 3	Free Infrastructure	Telecom : Extension de réseau	01/03/2011	31/12/2011
90183	Pont Tinguat Professeur Etienne Antonelli	Avenue du Avenue du	PRES D'ARENES	TAM	Tramway : Création ligne tram	30/11/2009	31/03/2012
100033	Portalière des Masques	Rue de la	MONTPELLIER CENTRE 2	ERDF - Agence Ingénierie	Réseau électrique : Réseau BT en contrainte	01/03/2011	31/12/2012
110268	Pralon	Rue	MONTPELLIER CENTRE 3	Free Infrastructure	Telecom : Extension de réseau	01/03/2011	31/12/2011
100470	Préfecture	Rue de la	MONTPELLIER CENTRE 1	Free Infrastructure	Telecom : Extension de réseau	01/03/2011	31/12/2011



90179	Prés d'Arènes	Avenue des	PRES D ARENES	TaM	Tramway: Création ligne tram	04/05/2009	31/03/2012
110262	Primevères	Rue des	PRES D ARENES	Free Infrastructure	Telecom : Extension de réseau	07/03/2011	31/12/2011
110223	Professeur Henri Serre	Rue	MONTPELLIER CENTRE 2	Free Infrastructure	Telecom : Extension de réseau	01/09/2011	29/02/2012
100028	Professeur Joseph Anglada	Rue du	HOPITAUX- FACULTES	ERDF - Agence Ingénierie	Réseau électrique : Réseau BT en contrainte	01/03/2011	31/12/2012
100444	Providence	Rue de	MONTPELLIER CENTRE 1	Free Infrastructure	Telecom : Extension de réseau	01/03/2011	31/12/2011
110184	Raffinerie	Rue de la	MONTPELLIER CENTRE 3	Veolia	A.E.P. : Renouvellement réseau	Coordination Tramway	
110089	Raimbaud d'Orange Bigot Pierre Cardenal	Avenue Rue Rue	LAMOISSON	Service Voirie	Mobilier urbain: Abribus	04/07/2011	31/12/2011
101323	Raymond Dugrand	Avenue	PORT-MARIANNE	TaM	Tramway: Création ligne tram	28/05/2010	31/03/2012
90185	Raymond Dugrand Ernest Granier	Avenue Place	PORT-MARIANNE	TaM	Tramway: Création ligne tram	04/01/2010	31/03/2012
110124	Reine Hélène D'Italie	Avenue de la	HOPITAUX- FACULTES	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
100408	Renoncles	Square des	LES CEVENNES	ERDF - Agence Ingénierie	Réseau électrique : Réseau BT en contrainte	01/03/2011	31/12/2012
110053	Renouvier	Boulevard	MONTPELLIER CENTRE 3	Service Voirie	Voirie: rectification chaussée	25/04/2011	06/05/2011
90175	République Auguste Gibert	Rue de la Place	MONTPELLIER CENTRE 1	TaM	Tramway: Création ligne tram	04/01/2010	31/03/2012
110258	Rethel	Rue de	PRES D ARENES	Free Infrastructure	Telecom : Extension de réseau	01/03/2011	31/12/2011
110196	Rèves	Rue des	MONTPELLIER CENTRE 3	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
101723	Richelieu	Rue	MONTPELLIER CENTRE 1	Service Voirie	Voirie: rectification chaussée	01/09/2011	30/11/2011
101752	Richelieu	Rue	MONTPELLIER CENTRE 1	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/09/2011	30/11/2011

110228	Richer de Belval	Rue	MONTPELLIER CENTRE 3	Free Infrastructure	Telecom : Extension de réseau	01/03/2011	31/12/2011
100047	Roitelets	Rue des	MONTPELLIER CENTRE 2	ERDF - Agence Ingénierie	Réseau électrique : Réseau BT en contrainte	01/03/2011	31/12/2012
100411	Romarin	Rue du	LES CEVENNES	ERDF - Agence Ingénierie	Réseau électrique : Réseau BT en contrainte	01/03/2011	31/12/2012
110303	Rosset	Rue	MONTPELLIER CENTRE 1	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
100041	Sagittaire Verseau Capricorne	Rue du Rue du Rue du	MONTPELLIER CENTRE 2	ERDF - Agence Ingénierie	Réseau électrique : Réseau BT en contrainte	01/03/2011	31/12/2012
110052	Saint Clément	Avenue	LES CEVENNES	Services Voirie	Voie : refecton chaussée	25/04/2011	06/05/2011
110118	Saint Clément	Avenue	LES CEVENNES	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	22/04/2011
90172	Saint Denis	Place	MONTPELLIER CENTRE 3	TaM	Tramway Création ligne tram	05/07/2010	31/03/2011
110217	Saint Firmin	Rue	MONTPELLIER CENTRE 1	Free Infrastructure	Telecom : Extension de réseau	01/03/2011	31/12/2011
90182	Saint Hilaire	Rue de	PRES D'ARENES	TaM	Tramway Création ligne tram	23/03/2009	31/03/2011
110189	Saint Hilaire	Rue de	PRES D'ARENES	Veolia	A.E.P. : Renouvellement réseau	Coordination Tramway	
110290	Saint Lazare	Avenue de	MONTPELLIER CENTRE 2	Free Infrastructure	Telecom : Extension de réseau	01/03/2011	31/12/2011
100044	Saint Maurice de Sauret Xavier de Ricard	Avenue Avenue	MONTPELLIER CENTRE 2	ERDF - Agence Ingénierie	Réseau électrique : Réseau BT en contrainte	01/03/2011	31/12/2012
110278	Saint Paul	Rue	MONTPELLIER CENTRE 1	Free Infrastructure	Telecom : Extension de réseau	01/03/2011	31/12/2011
100446	Saint Pierre	Rue	MONTPELLIER CENTRE 1	Free Infrastructure	Telecom : Extension de réseau	01/03/2011	31/12/2011
100620	Saint Pierre de Trivisy	Rue	MONTPELLIER CENTRE 2	Free Infrastructure	Telecom : Extension de réseau	01/03/2011	31/12/2011

110023	Saint-Sépulcre	Rue du	MONTPELLIER CENTRE 1	Service Voirie	Voie : réfection chaussée	04/07/2011	31/12/2011
100974	Saint-Sépulcre Valfère Terral	Rue du Rue de Rue	MONTPELLIER CENTRE 1	GRDF ATG Ingénierie	Gaz : Renouvellement réseau	09/05/2011	03/06/2011
110007	Saint-Sépulcre Philippy Ranchin Saint Firmin Sainte Anne Valfère Vien Bayle	Rue Rue Rue Rue Rue de la Rue Rue du	MONTPELLIER CENTRE 1	ERDF - Agence Ingénierie	Réseau électrique : Renouvellement réseau	25/04/2011	06/05/2011
91142	Sainte-Barbe Agathois	Rue Rue de la	LA MOSSON	Tram	Tramway : Création ligne tram	16/11/2009	31/03/2012
100885	Salaizon	Rue de	PORT MARIANNE	Service Voirie	Voie : Aménagement de voie	01/09/2011	31/05/2012
110302	Salle-l'Evêque	Rue de la	MONTPELLIER CENTRE 1	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
110130	Sarrail	Boulevard	MONTPELLIER CENTRE 1	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
100294	Soixante Quinze	Passage	CROIX D ARGENT	ERDF - Agence Ingénierie	Réseau électrique : Réseau BT en contrainte	01/03/2011	31/12/2012
110300	Stanislas Digeon	Rue	MONTPELLIER CENTRE 1	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
100844	Tandon	Impasse	MONTPELLIER CENTRE 1	Veolia	A.E.P. : Renouvellement réseau	01/09/2011	30/11/2011
100735	Tanneurs	Quai des	MONTPELLIER CENTRE 2	Free Infrastructure	Telecom : Extension de réseau	01/09/2011	30/03/2012
100817	Thérèse	Rue	MONTPELLIER CENTRE 2	Veolia	A.E.P. : Renouvellement réseau	01/03/2011	31/12/2011
90359	Toulouse	Avenue de	CROIX D ARGENT	GRDF ATG Ingénierie	Gaz : Renouvellement réseau	04/07/2011	29/07/2011
100291	Toulouse	Avenue de	CROIX D ARGENT	ERDF - Agence Ingénierie	Réseau électrique : Réseau BT en contrainte	28/02/2011	30/09/2011
100920	Toulouse	Avenue de	CROIX D ARGENT	Veolia	A.E.P. : Renouvellement réseau	07/03/2011	11/03/2011



100921	Toulouse	Avenue de	CROIX D ARGENT	Veolia	A.E.P. : Renouvellement réseau	26/04/2011	20/05/2011
110047	Toulouse	Avenue de	CROIX D ARGENT	Service Voirie	Voie : refecton chaussee	01/07/2011	31/08/2011
110366	Toulouse	Avenue de	CROIX D ARGENT	ERDF - Agence Ingénierie	Réseau électrique : Réseau BT en contrainte	28/02/2011	30/09/2011
110364	Toulouse Jacques Bounin Marcel Paul	Avenue de Rue Rue	CROIX D ARGENT	ERDF - Agence Ingénierie	Réseau électrique : Renouvellement réseau	28/02/2011	06/05/2011
110365	Toulouse Juliette Drouet Chasseurs Guillaume de Janvier	Avenue de Allée Rue des Rue	CROIX D ARGENT	ERDF - Agence Ingénierie	Réseau électrique : Renouvellement réseau	28/02/2011	06/05/2011
110363	Toulouse Raimon de Trencavel Bougainvillées	Avenue de Rue Rue des	CROIX D ARGENT	ERDF - Agence Ingénierie	Réseau électrique : Renouvellement réseau	28/02/2011	06/05/2011
110289	Tourterelles	Rue des	HOPITAUX- FACULTES	Free Infrastructure	Telecom : Extension de réseau	01/03/2011	31/12/2011
110283	Trésoriers de France	Rue des	MONTPELLIER CENTRE 1	Free Infrastructure	Telecom : Extension de réseau	01/03/2011	31/12/2011
110280	Trésoriers de la Bourse	Rue des	MONTPELLIER CENTRE 1	Free Infrastructure	Telecom : Extension de réseau	01/03/2011	31/12/2011
100023	Triplet	Rue du	HOPITAUX- FACULTES	ERDF - Agence Ingénierie	Réseau électrique : Réseau BT en contrainte	01/03/2011	31/12/2012
110174	Valère	Rue de la	MONTPELLIER CENTRE 1	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	06/06/2011	30/06/2011
110009	Vanneau	Rue	MONTPELLIER CENTRE 1	ERDF - Agence Ingénierie	Réseau électrique : Renouvellement réseau	01/03/2011	31/12/2011
110069	Vatel	Rue	LES CUVIÈRES	Service Voirie	Voie : refecton chaussee	09/05/2011	10/06/2011
110153	Verdanson	Quai du	MONTPELLIER CENTRE 2	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/09/2011	29/02/2012

110380	Verdun Faubourg de Nîmes Jean Mermoz Louis Blanc Michel Vernière Tanneurs Saint Charles Professeur Henri Serre Auguste Broussonnet Bouisson-Bertrand	Quai du Rue du Avenue Boulevard Rue Quai des Avenue Rue Rue Avenue	MONTPELLIER CENTRE 2	Service Voirie	Voie : Aménagement de voirie P.L.D Nord	01/09/2011	29/02/2012
100017	Verdun	Rue de	MONTPELLIER CENTRE 1	GRDF ATG Ingénierie	Gaz : Renouvellement réseau	01/05/2011	31/12/2011
100037	Vermelles	Rue de	LES CEVENNES	ERDF - Agence Ingénierie	Réseau électrique : Réseau BT en contrainte	01/03/2011	31/12/2012
110175	Verrerie Basse	Rue de la	MONTPELLIER CENTRE 1	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
110008	Victor Hugo	Boulevard	MONTPELLIER CENTRE 1	ERDF - Agence Ingénierie	Réseau électrique : Renouvellement réseau	Coordination Tramway	
110249	Victor Hugo	Boulevard	MONTPELLIER CENTRE 1	Free Infrastructure	Telecom : Extension de réseau	Coordination Tramway	
110176	Vieille Aiguillerie	Rue	MONTPELLIER CENTRE 1	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
110299	Vieille Intendance	Rue de la	MONTPELLIER CENTRE 1	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/03/2011	31/12/2011
110126	Vincent Auriol	Avenue	HOPITAUX- FACULTES	Veolia	A.E.P. : Branchement linéaire	01/09/2011	31/03/2013
X	Vincent Auriol	Avenue	HOPITAUX- FACULTES	Conseil Général 34	Voie : Aménagement de voirie	01/09/2011	31/03/2013

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue de Lodève

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2010/NT/R/DGU-T3597 du **09 septembre 2010** ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT la demande de prorogation des services de la TAM ;

Arrête :

#### Article 1er :

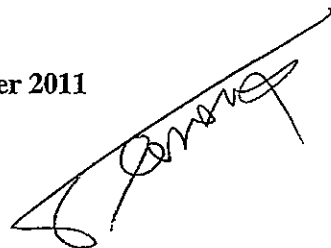
À compter du **01 mars 2011** les dispositions de l'arrêté 2010/NT/R/DGU-T3597 du **09 septembre 2010** sont prorogées jusqu'au **30 avril 2011** inclus.

#### Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 18 février 2011

Madame le Maire  
Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE



22 FEV. 2011

Publié le :

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue du Jardin de la Reine

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de branchement électrique à la demande d'ErDF ;

Arrête :

#### Article 1er :

Le **01 avril 2011**, la circulation est interdite Rue du Jardin de la Reine  
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.

#### Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur Plan Narcissa, emprunte :

- la Rue Richer de Belleval
- l'Avenue d'Assas
- la Rue Doria
- la Rue Gerhardt

et se termine sur la Rue du Faubourg Saint Jaumes.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

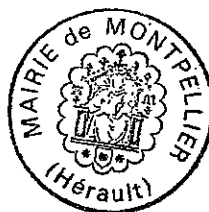
Montpellier, le 18 février 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le : 22 FEV. 2011



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Route de Lavérune

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T4576 du **04 février 2011** ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de renouvellement au réseau des eaux pluviales, à la demande du Service des Eaux ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **11 mars 2011** les dispositions de l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T4576 du **04 février 2011** sont prorogées jusqu'au **18 mars 2011** inclus.

**Article 2 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 18 Février 2011  
Madame le Maire  
Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint  
Serge FLEURENCE



Publié le :

22 FEV. 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Allées Maurice Bonafos

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de divers travaux de voirie, à la demande du Service Voirie ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **24 février 2011** et jusqu'au **04 mars 2011** inclus, Allées Maurice Bonafos, sur le parking de la Mairie Annexe, le stationnement est interdit.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

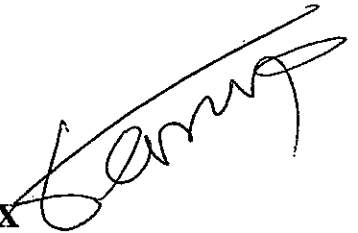
**Article 4 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

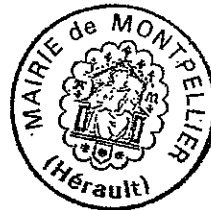
**Montpellier, le 18 Février 2011**

**Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**le Premier Adjoint,**  
**Serge FLEURENCE**



**Publié le : 22 FEV. 2011**





## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Hilaire Ricard

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison du tournage du film Antigone 34 à la demande de Mascaret Films ;

Arrête :

**Article 1er :**

À compter du 23 février 2011 et jusqu'au 24 février 2011 inclus, Rue Hilaire Ricard, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

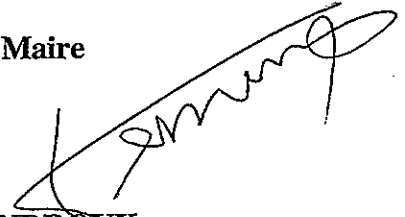
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 18 février 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX**  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
**Serge FLEURENCE**

Publié le : 22 FEV. 2011



Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T4730

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de stationnement Rue du Carré du Roi et Rue Paladilhe

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté en raison du tournage du film Antigone 34 à la demande de Mascaret Films ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **23 février 2011** et jusqu'au **24 février 2011** inclus, Rue du Carré du Roi dans sa partie comprise entre l'Allée Jean Raymond et la Rue Eugène Varlin, le stationnement est interdit des deux côtés de la voie.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

À compter du **23 février 2011** et jusqu'au **24 février 2011** inclus, Rue Paladilhe dans sa partie comprise entre la Rue Saint Louis et la Rue Hilaire Ricard, le stationnement est interdit côté Place Max Rouquette.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

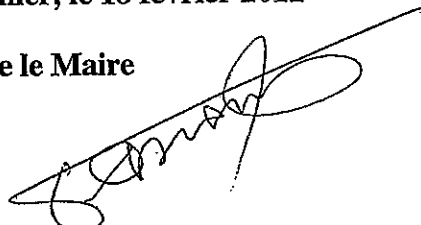
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

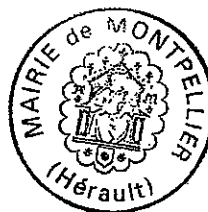
**Montpellier, le 18 février 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**

**Publié le : 22 FEV. 2011**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement La contre-allée du Boulevard de l'Aéroport International située du côté des numéros pairs et Rue d'Athènes

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté en raison du tournage du film Antigone 34 à la demande de Mascaret Films ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **03 mars 2011** et jusqu'au **16 mars 2011** inclus, le stationnement est interdit et réservé aux véhicules de la production Mascaret Films

- la Rue d'Athènes, sur 3 places de part et d'autre de l'allée de Delphes du côté des numéros pairs;
- la contre-allée du Boulevard de l'Aéroport International située du côté des numéros pairs;

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation. La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Mascaret Films

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

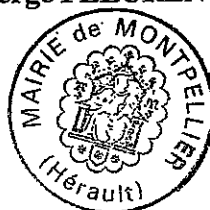
Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 18 février 2011**  
**Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**le Premier Adjoint,**  
**Serge FLEURENCE**

**Publié le :**

**22 FEV. 2011**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Neutralisation de voie Rue Léon Blum

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux du tournage du film Antigone 34 à la demande de Mascaret Films ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du 02 mars 2011 et jusqu'au 03 mars 2011 inclus et le 17 mars 2011 , Rue Léon Blum, la voie de gauche est interdite à la circulation générale entre le boulevard de l'Aéroport et la place Zeus.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation. La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Mascaret Films.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

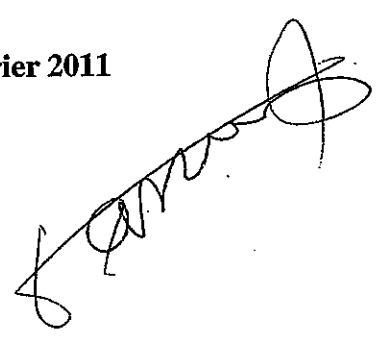
**Article 4 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 18 février 2011

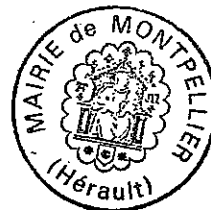
Madame le Maire

Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE



Publié le :

22 FEV. 2011





Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T4733

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Autorisation de stationnement Place de Thessalie

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison du tournage du film Antigone 34 à la demande de Mascaret Films ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du 02 mars 2011 et jusqu'au 17 mars 2011 inclus, Place de Thessalie, le stationnement est autorisé aux véhicules de Mascaret Film entre la banque et l'Hotel de l'Agglomération.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

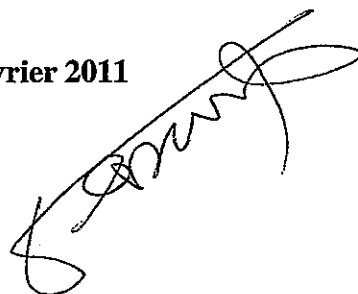
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

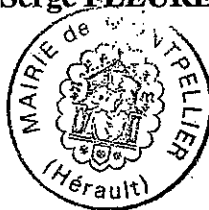
Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 18 février 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**



**Publié le :**

**22 FEV. 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T4734

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Voie d'accès au collège Joffre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de la manifestation "Comédie des Cévennes" à la demande du Syndicat mixte du Pays Cévennes Aigoual Vidourle ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du 11 mars 2011 et jusqu'au 12 mars 2011 inclus, sur le parking Joffre, le stationnement est interdit et réservé aux véhicules de la manifestation Comédie des Cévennes sur 5 rangées situées sur le coté du lycée.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### **Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation. La fourniture, pose, maintenance et dépose de la signalisation est à la charge du Syndicat mixte du Pays Cévennes aigoual Vidourle.

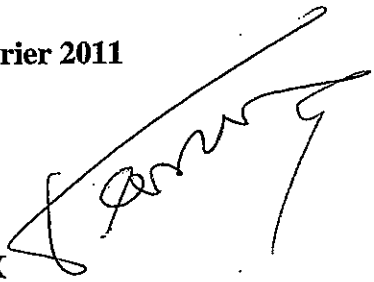
**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

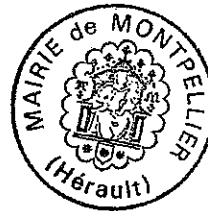
**Article 4 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 18 février 2011  
Madame le Maire

  
Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le : 22 FEV. 2011



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de l'Ecrin

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T4668 du 14 février 2011 ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux sur le réseau d'eaux usées à la demande de VEOLIA ;

Arrête :

Article 1er :

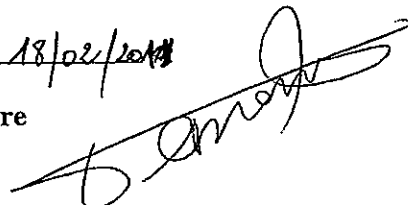
À compter du 18 février 2011 les dispositions de l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T4668 du 14 février 2011 sont prorogées jusqu'au 25 février 2011 inclus.

Article 2 :

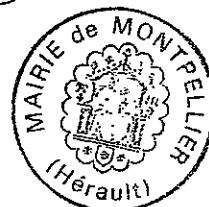
Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 18/02/2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE



Publié le : 22 FEV. 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue de l'Ecole d'Agriculture-Gabriel Buchet

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T4692 du **17 février 2011** ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux d'entretien à la demande du Service Voirie de la Ville de MONTPELLIER ;

Arrête :

Article 1er :

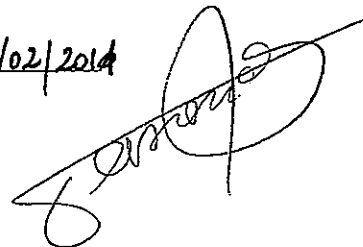
À compter du **19 février 2011** les dispositions de l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T4692 du **17 février 2011** sont prorogées jusqu'au **25 février 2011** inclus.

Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 18/02/2011

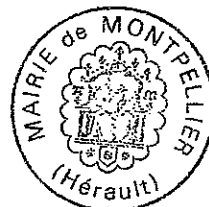
Madame le Maire



Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le :

22 FEV. 2011



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue Etienne Mehul

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêt n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de remise en état de la chaussée, à la demande de la SERM ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **22 février 2011** et jusqu'au **04 mars 2011** inclus, de **19h00** à **06h00**, sur l'Avenue Etienne Mehul entre le n° 3274 et le n° 3612 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 18 Février 2011**

**Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**

**Publié le : 22 FEV. 2011**





## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue du Professeur Grasset

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux d'élagage à la demande de DIPAN ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du 25 février 2011 et jusqu'au 18 mars 2011 inclus, l'Avenue du Professeur Grasset est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit ;  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- Sur chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

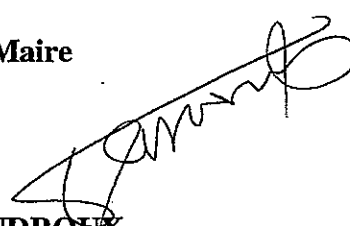
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 18 février 2011**

**Madame le Maire**

  
**Hélène MANDROUX**  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

**Publié le : 22 FEV. 2011**



Direction du Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 110501

Date d'expiration : le 19/03/2028

**PERMISSION DE VOIRIE**

**Hérault Télécom**

**Rue Poséidon**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de la voirie routière ;
- Vu le code des postes et télécommunications ;
- Vu le code de la route ;
- Vu la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, relative à la coordination de la sécurité et de la protection de la santé sur les chantiers de bâtiments et de génie civil ;
- Vu le décret n°64-262 du 14 mars 1964 relatif aux caractéristiques techniques, aux alignements, à la conservation et à la surveillance des voies communales ;
- Vu le décret n°2005-1676 du 16 décembre 2005, relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution.
- Vu la délibération du conseil municipal du 27 octobre 1992 relative à la maîtrise de l'encombrement du sous-sol ;
- Vu l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1<sup>er</sup> Adjoint au Maire ;
- Vu l'arrêté municipal du 9 février 1987, relatif à l'occupation du sous-sol,
- Vu l'arrêté du 19/12/2007, publié au journal officiel le 19/12/2007, autorisant la société Hérault Télécom à établir et à exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et pour fournir le service téléphonique au public ;
- Vu les avis des principaux maîtres d'ouvrage occupant la voirie communale recueillis suite à la commission de consultation du 12/12/1997, conformément à l'article R 141-14 du code la voirie routière ;
- Vu le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) du 31/07/1998 et notamment le titre IV comportant le règlement d'exécution

des travaux occupant la voirie communale et l'arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique ;

- Vu la demande en date du mercredi 16 février 2011 pour laquelle le maître d'ouvrage Hérault Télécom dont le siège est situé ZAC St Antoine 34130 Saint Aunes, représentée par M. MIGNUCCI Claude, demande l'autorisation d'occuper le domaine public routier communal ;

- Considérant que, pour les besoins d'exploitation de sa licence d'opérateur de télécommunications, le pétitionnaire doit occuper le domaine public routier communal pour l'installation d'artères souterraines.

## **ARRETE**

### **Article 1 - Permission de voirie.**

La société, Hérault Télécom ZAC St Antoine 34130 Saint Aunes, ci-après désignée "le permissionnaire", est autorisée à occuper le domaine public routier communal sous réserve du respect des conditions techniques et de sécurité en vigueur d'une part et des conditions particulières ci-après d'autre part.

La présente autorisation est accordée, sauf dénonciation, pour une période qui prend effet à la date de signature du présent arrêté et expire à la date d'échéance de l'autorisation accordée au permissionnaire pour établir et exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et pour fournir le service téléphonique au public.

Elle concerne les installations et ouvrages techniques désignés à l'article 2.

Elle ne peut être cédée par le permissionnaire à aucune autre personne physique ou morale sans le consentement préalable écrit de la Ville.

Elle est périmée de plein droit si le permissionnaire n'a pas engagé les travaux dans un délai de six mois suivant la date du présent arrêté.

Sa reconduction fait l'objet d'une demande du permissionnaire à la Ville, adressée six mois au moins avant la date d'échéance.

### **Article 2 - Nature et localisation des installations.**

**Nature** : Telecom : Extension de réseau.

**Localisation** : Rue Poséidon.

**Linéaire** : 28,80 mètres.

N.B. : Toute installation supplémentaire venant s'ajouter, par la suite, au présent état doit faire l'objet d'une permission de voirie particulière qui est régie par les termes de la présente et prend fin à la même date.

### **Article 3 - Réalisation des ouvrages**

Les ouvrages sont réalisés conformément aux plans de projet joints à la demande de permission de voirie susvisée. Toute modification à apporter le cas échéant, à titre provisoire ou définitif, aux voiries et accessoires ainsi qu'aux équipements de toute nature compris dans l'emprise du domaine public occupé doit être autorisée préalablement par la Ville. Les dépenses résultant de ces modifications sont à la charge du permissionnaire.

La nature et la qualité des matériaux utilisés ainsi que la profondeur des canalisations doivent être conformes au règlement de voirie. Si la profondeur des installations se révélait ultérieurement inférieure aux cotes prescrites, le permissionnaire devra les déplacer jusqu'à la côte requise.

Le permissionnaire respecte en permanence toutes les précautions nécessaires pour protéger et préserver le domaine public et les réseaux en place, pendant et après les travaux. A cette fin, il contacte préalablement les occupants du domaine public qui lui indiquent les dispositions techniques de protection des ouvrages à respecter. Il en tient compte pour l'élaboration de son projet et pour l'exécution des travaux. Il est également tenu de se conformer aux mesures particulières de sécurité prescrites par la réglementation en vigueur dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics.

Durant les travaux, le permissionnaire observe les prescriptions qui lui sont imposées pour assurer la circulation et la sécurité des usagers du domaine public.

La permission de voirie ne donne pas autorisation d'ouverture de chantier ; l'engagement, l'exécution et l'achèvement des travaux doivent être conformes aux procédures et prescriptions définies par la réglementation communale régissant les interventions sur la voie publique (règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique).

### **Article 4 – Partage des installations.**

A la demande de la ville et afin de limiter les ouvertures de tranchées, le permissionnaire s'engage à étudier la possibilité d'un partage des artères existantes avec tout opérateur autorisé en vertu de l'article L.33-1 du code des postes et télécommunications.

Par ailleurs, le permissionnaire informera la Ville de tout accord de partage de ses installations qu'il conclurait ultérieurement avec un occupant tiers.

Si l'octroi de la présente permission de voirie conduit à réserver à son profit l'usage de l'ensemble des capacités d'occupation du domaine public routier communal, le permissionnaire s'engage, à réaliser les travaux nécessaires permettant le partage ultérieur des installations.

### **Article 5 - Responsabilité.**

Le permissionnaire maintient les lieux occupés en bon état de fonctionnement, d'entretien et de propreté pendant toute la durée de l'occupation.

Il demeure entièrement responsable des dépenses, dommages et préjudices ou accidents qui pourraient résulter de ses travaux ou de l'existence de ses ouvrages tant vis-à-vis de la Ville que des tiers.

La Ville ne peut en aucun cas être tenue responsable des dommages qui peuvent affecter les installations du permissionnaire du fait de l'usage de la voie publique.

#### **Article 6 - Modification déplacement ou suppression des installations.**

Exceptés l'intervention d'urgence prévue à l'article 8 ou les cas de maintenance et de réparation à l'identique des installations, le permissionnaire ne peut effectuer d'autres travaux visant à modifier, déplacer ou supprimer les installations sans le consentement préalable écrit de la Ville.

Outre le cas de force majeure, si des travaux conformes à la destination du domaine public occupé doivent être réalisés dans l'intérêt de ce domaine, le permissionnaire doit procéder, à ses frais et dans les délais convenus avec la Ville, au déplacement, à la modification ou à la suppression de ses installations sur le domaine public, sans qu'il puisse invoquer un droit à indemnité à l'encontre de la Ville.

#### **Article 7 - Interventions d'urgence.**

Dans le cas où une intervention d'urgence serait nécessaire, le permissionnaire est autorisé à réaliser les travaux indispensables, sous réserve d'en informer la Ville sans délai.

#### **Article 8 - Recolement.**

Dans les deux mois suivant la fermeture du chantier, le permissionnaire communique à la ville (service Voirie-Pôle Coordination Patrimoine) :

- Un plan de recolement des installations sur support papier à l'échelle 1/200<sup>ème</sup>, ainsi que sous forme numérisée au format compatible avec le système d'informations géographiques de la Ville,
- Le linéaire du cheminement et les surfaces des chambres.

Le permissionnaire intégrera ces installations dans la base de données caractérisant les plans itinéraires.

#### **Article 9 - Situation des ouvrages en fin de permission.**

Avant l'expiration de la présente autorisation, ou si l'exploitation des installations est abandonnée avant cette date, la Ville et le permissionnaire conviennent de se rapprocher pour discuter du devenir des installations.

Dans l'hypothèse où ces installations ne feraient pas l'objet d'une reconduction de permission de voirie liée au renouvellement de la licence d'opérateur par l'autorité de tutelle, elles seraient soit rétrocédées à la Ville sans dédommagement du permissionnaire, soit déposées et les lieux occupés remis en l'état initial, aux frais du permissionnaire.

#### **Article 10 - Règlement des litiges.**

Toutes les contestations qui peuvent s'élever entre la Ville et le permissionnaire au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente permission seront soumises aux juridictions compétentes.

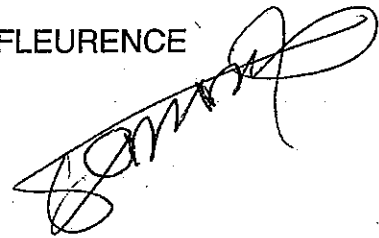
**Article 11 - Exécution.**

Ampliation du présent arrêté sera adressée, pour exécution, chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Directeur Général des Services de la mairie, Monsieur le Trésorier Payeur Municipal et au Permissionnaire.

**Montpellier, le lundi 21 février 2011**

**Pour Madame le Maire et par délégation,  
Le Premier Adjoint au Maire,**

Serge FLEURENCE



**Publié le : 28 FEV. 2011**  
**Notifié le :**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T4739

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue de Montels-Eglise

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU l'arrêté n° 03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de branchement à la demande de VEOLIA ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **21 mars 2011** et jusqu'au **01 avril 2011** inclus, la Rue de Montels-Eglise dans sa partie comprise entre la Rue du Mas Saint Pierre et l'Avenue de Maurin est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;  
Ces dispositions sont applicables **de 21h00 à 6h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.



**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

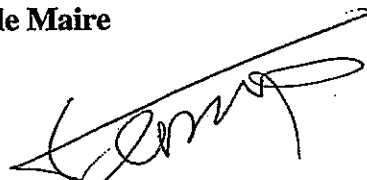
**Article 4 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 21 février 2011**

**Madame le Maire**



  
**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**le Premier Adjoint,**  
**Serge FLEURENCE**

**22 FEV. 2011**

**Publié le :**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T4740

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Circulation interdite Quai du Verdanson

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de pose de store à la demande du Collège Clémence Royer ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **28 février 2011** et jusqu'au **04 mars 2011** inclus, Quai du Verdanson dans sa partie comprise entre la Rue Ferdinand Fabre et la Place Albert 1er, la circulation est interdite aux cyclistes sur la piste cyclable.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 21 février 2011

Madame le Maire  
Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le : 22 FEV. 2011

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T4741

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue de la Garenne

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux sur le réseau d'éclairage public à la demande des services de la RTEP ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **28 février 2011** et jusqu'au **04 mars 2011** inclus, la circulation est interdite Rue de la Garenne

**Article 2 :**

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Place Marcel Godechot, emprunte :

- l'Avenue du Professeur Grasset
- la Rue du Colonel Marchand

et se termine sur la Rue du Faubourg Boutonnet.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 21 février 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**le Premier Adjoint,**  
**Serge FLEURENCE**

**Publié le : 22 FEV. 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T4742

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue de la Croix

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de branchement linéaire à la demande de Free Infrastructure ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du 14 mars 2011 et jusqu'au 08 avril 2011 inclus, la circulation est interdite Rue de la Croix

#### Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue de la Croix, emprunte :

- la Rue Marcellin Albert
- la Rue Docteur Lachapelle
- la Route de Lodève
- l'Allée de Paris
- la Rue Jules Guesde

et se termine sur la Rue de la Croix.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

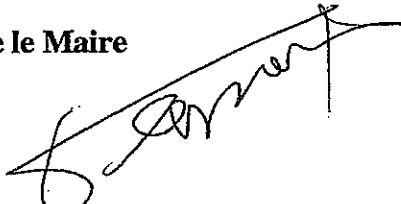
**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 21 février 2011

Madame le Maire



  
**Hélène MANDROUX**  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le : 22 FEV. 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue du Père Bonnet

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de reprise du réseau à la demande du service Eclairage Public ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du 04 avril 2011 et jusqu'au 15 avril 2011 inclus, Rue du Père Bonnet dans sa partie comprise entre la Rue du Faubourg Figuerolles et le n° 4, le stationnement est interdit.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

À compter du 04 avril 2011 et jusqu'au 15 avril 2011 inclus, la circulation est interdite aux véhicules Rue du Père Bonnet.

#### Article 3 :

La déviation des véhicules circulant habituellement sur cette voie se fera par la Rue du Faubourg Figuerolles, la Rue Daru, le Cours Gambetta et la Rue Adam de Craponne.



**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 5 :**

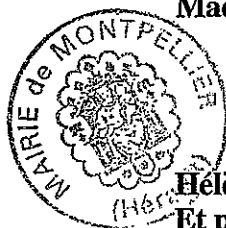
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 21 février 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**le Premier Adjoint,**  
**Serge FLEURENCE**

**Publié le : 22 FEV. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Michel de l'Hospital

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux d'aménagement de voirie à la demande du service Voirie ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **28 février 2011** et jusqu'au **29 avril 2011** inclus, la Rue Michel de l'Hospital est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 à l'avancement des travaux ;
- le stationnement est interdit ;  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 21 février 2011  
Madame le Maire



Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le : 22 FEV. 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue de la Méditerranée

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de branchement à la demande de l'entreprise SOGETREL ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **28 février 2011** et jusqu'au **11 mars 2011** inclus, Rue de la Méditerranée sur les places de stationnement nécessaires pour les travaux entre les N°11 et 17, le stationnement est interdit.

Le demandeur est chargé de matérialiser les emplacements réservés par la mise en place de clôtures temporaires.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

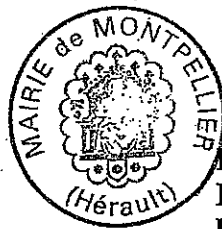
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 21 février 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**le Premier Adjoint,**  
**Serge FLEURENCE**

**Publié le : 25 FEV. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### PERMISSION DE VOIRIE

Free Infrastructure

Rue d' Alger

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de la voirie routière ;
- Vu le code des postes et télécommunications ;
- Vu le code de la route ;
- Vu la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, relative à la coordination de la sécurité et de la protection de la santé sur les chantiers de bâtiments et de génie civil ;
- Vu le décret n°64-262 du 14 mars 1964 relatif aux caractéristiques techniques, aux alignements, à la conservation et à la surveillance des voies communales ;
- Vu le décret n°2005-1676 du 16 décembre 2005, relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution.
- Vu la délibération du conseil municipal du 27 octobre 1992 relative à la maîtrise de l'encombrement du sous-sol ;
- Vu l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1<sup>er</sup> Adjoint au Maire ;
- Vu l'arrêté municipal du 9 février 1987, relatif à l'occupation du sous-sol,
- Vu l'arrêté du 09/11/1999, publié au journal officiel le 05/12/1999, autorisant la société Free Infrastructure à établir et à exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et pour fournir le service téléphonique au public ;
- Vu les avis des principaux maîtres d'ouvrage occupant la voirie communale recueillis suite à la commission de consultation du 12/12/1997, conformément à l'article R 141-14 du code la voirie routière ;
- Vu le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) du 31/07/1998 et notamment le titre IV comportant le règlement d'exécution

des travaux occupant la voirie communale et l'arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique ;

- Vu la demande en date du mardi 22 février 2011 pour laquelle le maître d'ouvrage Free Infrastructure dont le siège est situé 8, rue de la Ville l'Evêque 75008 Paris, représentée par M. PORTENSEIGNE Stéphane, demande l'autorisation d'occuper le domaine public routier communal ;

- Considérant que, pour les besoins d'exploitation de sa licence d'opérateur de télécommunications, le pétitionnaire doit occuper le domaine public routier communal pour l'installation d'artères souterraines.

## **ARRETE**

### **Article 1 - Permission de voirie.**

La société, Free Infrastructure 8, rue de la Ville l'Evêque 75008 Paris, ci-après désignée "le permissionnaire", est autorisée à occuper le domaine public routier communal sous réserve du respect des conditions techniques et de sécurité en vigueur d'une part et des conditions particulières ci-après d'autre part.

La présente autorisation est accordée, sauf dénonciation, pour une période qui prend effet à la date de signature du présent arrêté et expire à la date d'échéance de l'autorisation accordée au permissionnaire pour établir et exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et pour fournir le service téléphonique au public.

Elle concerne les installations et ouvrages techniques désignés à l'article 2.

Elle ne peut être cédée par le permissionnaire à aucune autre personne physique ou morale sans le consentement préalable écrit de la Ville.

Elle est périmée de plein droit si le permissionnaire n'a pas engagé les travaux dans un délai de six mois suivant la date du présent arrêté.

Sa reconduction fait l'objet d'une demande du permissionnaire à la Ville, adressée six mois au moins avant la date d'échéance.

### **Article 2 - Nature et localisation des installations.**

**Nature** : Telecom : Extension de réseau.

**Localisation** : 1 Rue d' Alger.

**Linéaire** : 1026 mètres.

N.B. : Toute installation supplémentaire venant s'ajouter, par la suite, au présent état doit faire l'objet d'une permission de voirie particulière qui est régie par les termes de la présente et prend fin à la même date.

### **Article 3 - Réalisation des ouvrages**

Les ouvrages sont réalisés conformément aux plans de projet joints à la demande de permission de voirie susvisée. Toute modification à apporter le cas échéant, à titre provisoire ou définitif, aux voiries et accessoires ainsi qu'aux équipements de toute nature compris dans l'emprise du domaine public occupé doit être autorisée préalablement par la Ville. Les dépenses résultant de ces modifications sont à la charge du permissionnaire.

La nature et la qualité des matériaux utilisés ainsi que la profondeur des canalisations doivent être conformes au règlement de voirie. Si la profondeur des installations se révélait ultérieurement inférieure aux cotes prescrites, le permissionnaire devra les déplacer jusqu'à la côte requise.

Le permissionnaire respecte en permanence toutes les précautions nécessaires pour protéger et préserver le domaine public et les réseaux en place, pendant et après les travaux. A cette fin, il contacte préalablement les occupants du domaine public qui lui indiquent les dispositions techniques de protection des ouvrages à respecter. Il en tient compte pour l'élaboration de son projet et pour l'exécution des travaux. Il est également tenu de se conformer aux mesures particulières de sécurité prescrites par la réglementation en vigueur dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics.

Durant les travaux, le permissionnaire observe les prescriptions qui lui sont imposées pour assurer la circulation et la sécurité des usagers du domaine public.

La permission de voirie ne donne pas autorisation d'ouverture de chantier ; l'engagement, l'exécution et l'achèvement des travaux doivent être conformes aux procédures et prescriptions définies par la réglementation communale régissant les interventions sur la voie publique (règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique).

### **Article 4 – Partage des installations.**

A la demande de la ville et afin de limiter les ouvertures de tranchées, le permissionnaire s'engage à étudier la possibilité d'un partage des artères existantes avec tout opérateur autorisé en vertu de l'article L.33-1 du code des postes et télécommunications.

Par ailleurs, le permissionnaire informera la Ville de tout accord de partage de ses installations qu'il conclurait ultérieurement avec un occupant tiers.

Si l'octroi de la présente permission de voirie conduit à réserver à son profit l'usage de l'ensemble des capacités d'occupation du domaine public routier communal, le permissionnaire s'engage, à réaliser les travaux nécessaires permettant le partage ultérieur des installations.

### **Article 5 - Responsabilité.**



Le permissionnaire maintient les lieux occupés en bon état de fonctionnement, d'entretien et de propreté pendant toute la durée de l'occupation.

Il demeure entièrement responsable des dépenses, dommages et préjudices ou accidents qui pourraient résulter de ses travaux ou de l'existence de ses ouvrages tant vis-à-vis de la Ville que des tiers.

La Ville ne peut en aucun cas être tenue responsable des dommages qui peuvent affecter les installations du permissionnaire du fait de l'usage de la voie publique.

#### **Article 6 - Modification déplacement ou suppression des installations.**

Exceptés l'intervention d'urgence prévue à l'article 8 ou les cas de maintenance et de réparation à l'identique des installations, le permissionnaire ne peut effectuer d'autres travaux visant à modifier, déplacer ou supprimer les installations sans le consentement préalable écrit de la Ville.

Outre le cas de force majeure, si des travaux conformes à la destination du domaine public occupé doivent être réalisés dans l'intérêt de ce domaine, le permissionnaire doit procéder, à ses frais et dans les délais convenus avec la Ville, au déplacement, à la modification ou à la suppression de ses installations sur le domaine public, sans qu'il puisse invoquer un droit à indemnité à l'encontre de la Ville.

#### **Article 7 - Interventions d'urgence.**

Dans le cas où une intervention d'urgence serait nécessaire, le permissionnaire est autorisé à réaliser les travaux indispensables, sous réserve d'en informer la Ville sans délai.

#### **Article 8 - Recolement.**

Dans les deux mois suivant la fermeture du chantier, le permissionnaire communique à la ville (service Voirie-Pôle Coordination Patrimoine) :

- Un plan de recolement des installations sur support papier à l'échelle 1/200<sup>ème</sup>, ainsi que sous forme numérisée au format compatible avec le système d'informations géographiques de la Ville,
- Le linéaire du cheminement et les surfaces des chambres.

Le permissionnaire intégrera ces installations dans la base de données caractérisant les plans itinéraires.

#### **Article 9 - Situation des ouvrages en fin de permission.**

Avant l'expiration de la présente autorisation, ou si l'exploitation des installations est abandonnée avant cette date, la Ville et le permissionnaire conviennent de se rapprocher pour discuter du devenir des installations.

Dans l'hypothèse où ces installations ne feraient pas l'objet d'une reconduction de permission de voirie liée au renouvellement de la licence d'opérateur par l'autorité de tutelle, elles seraient soit rétrocédées à la Ville sans dédommagement du permissionnaire, soit déposées et les lieux occupés remis en l'état initial, aux frais du permissionnaire.

#### **Article 10 - Règlement des litiges.**

Toutes les contestations qui peuvent s'élever entre la Ville et le permissionnaire au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente permission seront soumises aux juridictions compétentes.

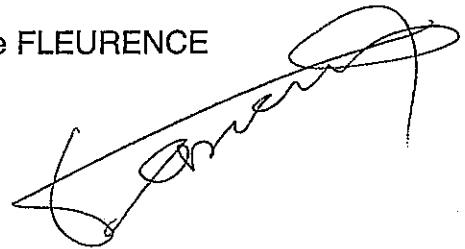
**Article 11 - Exécution.**

Ampliation du présent arrêté sera adressée, pour exécution, chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Directeur Général des Services de la mairie, Monsieur le Trésorier Payeur Municipal et au Permissionnaire.

**Montpellier, le mardi 22 février 2011**

**Pour Madame le Maire et par délégation,  
Le Premier Adjoint au Maire,**

Serge FLEURENCE

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'S. Fleurence', written over a horizontal line.

**Publié le :**

**Notifié le :**

**28 FEV. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### PERMISSION DE VOIRIE

#### Free Infrastructure

### Boulevard Henri IV, Rue Armand Gautier

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de la voirie routière ;
- Vu le code des postes et télécommunications ;
- Vu le code de la route ;
- Vu la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, relative à la coordination de la sécurité et de la protection de la santé sur les chantiers de bâtiments et de génie civil ;
- Vu le décret n°64-262 du 14 mars 1964 relatif aux caractéristiques techniques, aux alignements, à la conservation et à la surveillance des voies communales ;
- Vu le décret n°2005-1676 du 16 décembre 2005, relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution.
- Vu la délibération du conseil municipal du 27 octobre 1992 relative à la maîtrise de l'encombrement du sous-sol ;
- Vu l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1<sup>er</sup> Adjoint au Maire ;
- Vu l'arrêté municipal du 9 février 1987, relatif à l'occupation du sous-sol,
- Vu l'arrêté du 09/11/1999, publié au journal officiel le 05/12/1999, autorisant la société Free Infrastructure à établir et à exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et pour fournir le service téléphonique au public ;
- Vu les avis des principaux maîtres d'ouvrage occupant la voirie communale recueillis suite à la commission de consultation du 12/12/1997, conformément à l'article R 141-14 du code la voirie routière ;
- Vu le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) du 31/07/1998 et notamment le titre IV comportant le règlement d'exécution

des travaux occupant la voirie communale et l'arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique ;

- Vu la demande en date du lundi 3 janvier 2011 pour laquelle le maître d'ouvrage Free Infrastructure dont le siège est situé 8, rue de la Ville l'Evêque 75008 Paris, représentée par M. PORTENSEIGNE Stéphane, demande l'autorisation d'occuper le domaine public routier communal ;

- Considérant que, pour les besoins d'exploitation de sa licence d'opérateur de télécommunications, le pétitionnaire doit occuper le domaine public routier communal pour l'installation d'artères souterraines.

## **ARRETE**

### **Article 1 - Permission de voirie.**

La société, Free Infrastructure 8, rue de la Ville l'Evêque 75008 Paris, ci-après désignée "le permissionnaire", est autorisée à occuper le domaine public routier communal sous réserve du respect des conditions techniques et de sécurité en vigueur d'une part et des conditions particulières ci-après d'autre part.

La présente autorisation est accordée, sauf dénonciation, pour une période qui prend effet à la date de signature du présent arrêté et expire à la date d'échéance de l'autorisation accordée au permissionnaire pour établir et exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et pour fournir le service téléphonique au public.

Elle concerne les installations et ouvrages techniques désignés à l'article 2.

Elle ne peut être cédée par le permissionnaire à aucune autre personne physique ou morale sans le consentement préalable écrit de la Ville.

Elle est périmée de plein droit si le permissionnaire n'a pas engagé les travaux dans un délai de six mois suivant la date du présent arrêté.

Sa reconduction fait l'objet d'une demande du permissionnaire à la Ville, adressée six mois au moins avant la date d'échéance.

### **Article 2 - Nature et localisation des installations.**

**Nature** : Telecom : Extension de réseau.

**Localisation** : Boulevard Henri IV, Rue Armand Gautier.

**Linéaire** : 154 mètres.

N.B. : Toute installation supplémentaire venant s'ajouter, par la suite, au présent état doit faire l'objet d'une permission de voirie particulière qui est régie par les termes de la présente et prend fin à la même date.

### **Article 3 - Réalisation des ouvrages**

Les ouvrages sont réalisés conformément aux plans de projet joints à la demande de permission de voirie susvisée. Toute modification à apporter le cas échéant, à titre provisoire ou définitif, aux voiries et accessoires ainsi qu'aux équipements de toute nature compris dans l'emprise du domaine public occupé doit être autorisée préalablement par la Ville. Les dépenses résultant de ces modifications sont à la charge du permissionnaire.

La nature et la qualité des matériaux utilisés ainsi que la profondeur des canalisations doivent être conformes au règlement de voirie. Si la profondeur des installations se révélait ultérieurement inférieure aux cotes prescrites, le permissionnaire devra les déplacer jusqu'à la côte requise.

Le permissionnaire respecte en permanence toutes les précautions nécessaires pour protéger et préserver le domaine public et les réseaux en place, pendant et après les travaux. A cette fin, il contacte préalablement les occupants du domaine public qui lui indiquent les dispositions techniques de protection des ouvrages à respecter. Il en tient compte pour l'élaboration de son projet et pour l'exécution des travaux. Il est également tenu de se conformer aux mesures particulières de sécurité prescrites par la réglementation en vigueur dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics.

Durant les travaux, le permissionnaire observe les prescriptions qui lui sont imposées pour assurer la circulation et la sécurité des usagers du domaine public.

La permission de voirie ne donne pas autorisation d'ouverture de chantier ; l'engagement, l'exécution et l'achèvement des travaux doivent être conformes aux procédures et prescriptions définies par la réglementation communale régissant les interventions sur la voie publique (règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique).

### **Article 4 – Partage des installations.**

A la demande de la ville et afin de limiter les ouvertures de tranchées, le permissionnaire s'engage à étudier la possibilité d'un partage des artères existantes avec tout opérateur autorisé en vertu de l'article L.33-1 du code des postes et télécommunications.

Par ailleurs, le permissionnaire informera la Ville de tout accord de partage de ses installations qu'il conclurait ultérieurement avec un occupant tiers.

Si l'octroi de la présente permission de voirie conduit à réserver à son profit l'usage de l'ensemble des capacités d'occupation du domaine public routier communal, le permissionnaire s'engage, à réaliser les travaux nécessaires permettant le partage ultérieur des installations.

### **Article 5 - Responsabilité.**

Le permissionnaire maintient les lieux occupés en bon état de fonctionnement, d'entretien et de propreté pendant toute la durée de l'occupation.

Il demeure entièrement responsable des dépenses, dommages et préjudices ou accidents qui pourraient résulter de ses travaux ou de l'existence de ses ouvrages tant vis-à-vis de la Ville que des tiers.

La Ville ne peut en aucun cas être tenue responsable des dommages qui peuvent affecter les installations du permissionnaire du fait de l'usage de la voie publique.

#### **Article 6 - Modification déplacement ou suppression des installations.**

Exceptés l'intervention d'urgence prévue à l'article 8 ou les cas de maintenance et de réparation à l'identique des installations, le permissionnaire ne peut effectuer d'autres travaux visant à modifier, déplacer ou supprimer les installations sans le consentement préalable écrit de la Ville.

Outre le cas de force majeure, si des travaux conformes à la destination du domaine public occupé doivent être réalisés dans l'intérêt de ce domaine, le permissionnaire doit procéder, à ses frais et dans les délais convenus avec la Ville, au déplacement, à la modification ou à la suppression de ses installations sur le domaine public, sans qu'il puisse invoquer un droit à indemnité à l'encontre de la Ville.

#### **Article 7 - Interventions d'urgence.**

Dans le cas où une intervention d'urgence serait nécessaire, le permissionnaire est autorisé à réaliser les travaux indispensables, sous réserve d'en informer la Ville sans délai.

#### **Article 8 - Recolement.**

Dans les deux mois suivant la fermeture du chantier, le permissionnaire communique à la ville (service Voirie-Pôle Coordination Patrimoine) :

- Un plan de recolement des installations sur support papier à l'échelle 1/200<sup>ème</sup>, ainsi que sous forme numérisée au format compatible avec le système d'informations géographiques de la Ville,
- Le linéaire du cheminement et les surfaces des chambres.

Le permissionnaire intégrera ces installations dans la base de données caractérisant les plans itinéraires.

#### **Article 9 - Situation des ouvrages en fin de permission.**

Avant l'expiration de la présente autorisation, ou si l'exploitation des installations est abandonnée avant cette date, la Ville et le permissionnaire conviennent de se rapprocher pour discuter du devenir des installations.

Dans l'hypothèse où ces installations ne feraient pas l'objet d'une reconduction de permission de voirie liée au renouvellement de la licence d'opérateur par l'autorité de tutelle, elles seraient soit rétrocédées à la Ville sans dédommagement du permissionnaire, soit déposées et les lieux occupés remis en l'état initial, aux frais du permissionnaire.

#### **Article 10 - Règlement des litiges.**

Toutes les contestations qui peuvent s'élever entre la Ville et le permissionnaire au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente permission seront soumises aux juridictions compétentes.

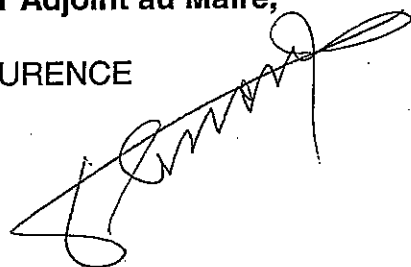
**Article 11 - Exécution.**

Ampliation du présent arrêté sera adressée, pour exécution, chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Directeur Général des Services de la mairie, Monsieur le Trésorier Payeur Municipal et au Permissionnaire.

**Montpellier, le mardi 22 février 2011**

**Pour Madame le Maire et par délégation,  
Le Premier Adjoint au Maire,**

Serge FLEURENCE

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Serge Fleurence', written over a diagonal line.

**Publié le :**

**Notifié le :** 28 FEV. 2011

Département Equipements et  
Services

Direction Architecture et  
Immobilier  
Service Patrimoine Sécurité

Mairie de Montpellier  
1 Place Francis Ponge  
34064 Montpellier Cedex 2  
Téléphone 04 67 34 70 34  
Fax 04 99 06 06 75

Montpellier,

22 FEV. 2011

Réf : 04/5219/sm/sb/83-2011  
Pôle ERP  
Affaire suivie par : S. Marcel

Ville de  
Montpellier



Le Maire de la Ville de Montpellier

à

Monsieur Ferrier Eric  
Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon  
254, rue Michel Teule  
34080 Montpellier

Objet : Etude de projet  
Aménagement de l'agence  
Caisse d'Epargne  
1651, avenue de la Pompignane  
DP 10 1197

# Montpellier

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joints :

- un exemplaire du procès-verbal de la commission de **sécurité** du 21 décembre 2010 qui, suite à l'examen du projet susvisé, a émis un avis :

**FAVORABLE** à la réalisation des travaux.

- un exemplaire du procès-verbal de la commission d'**accessibilité** du 23 novembre 2010 qui, suite à l'examen du projet susvisé, a émis un avis :

**FAVORABLE** à la réalisation des travaux.

- un exemplaire de l'**arrêté d'autorisation de travaux** que j'ai pris au vu de ces avis.

Conformément à l'article R 123-43 du code de la construction et de l'habitation, il vous appartient de vous conformer aux prescriptions émises par ces commissions.

Vous en souhaitant bonne réception, je vous prie de croire, Monsieur, en l'assurance de mes salutations distinguées.

Pour Madame le Maire  
L'Adjoint Délégué,

  
Michel Passet





# Extrait du registre des arrêtés de la mairie de Montpellier

Sécurité 10 -5219/16-2011

## AUTORISATION DE TRAVAUX

**Caisse d'Epargne**  
**1651, avenue de la Pompignane**

**MONTPELLIER**

### **Le MAIRE de la VILLE de MONTPELLIER**

- VU le code général des collectivités territoriales, articles L 2211-1 et suivants, relatifs aux pouvoirs de police du maire ;
- VU le code de la construction et de l'habitation et plus particulièrement l'article R 123-46 ;
- VU le procès-verbal d'étude de projet établi le 21 décembre 2010 par la commission de sécurité ;
- VU le procès-verbal d'étude de projet établi le 23 novembre 2010 par la commission d'accessibilité ;

### **ARRETE**

#### **ARTICLE 1**

Sont autorisés les travaux décrits dans le dossier enregistré sous la référence DP 34 172 10 1197 soumis aux commissions de sécurité et d'accessibilité, sous réserve du respect des prescriptions émises par celles-ci.

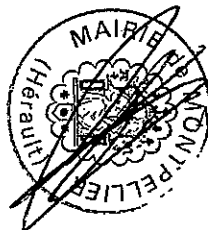
#### **ARTICLE 2**

Monsieur le Directeur Général des services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**22 FEV. 2011**

Montpellier, le

**Pour Madame le Maire**  
**L'Adjoint Délégué**



*Michel Passet*

Le Maire de la Ville de Montpellier informe que le présent acte peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication (actes réglementaires) ou de sa notification (actes individuels) :

- soit d'un recours gracieux auprès du Maire.
- soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, directement sans recours gracieux dans le délai de deux mois précité, ou à l'issue d'un recours gracieux, dans un délai de deux mois soit à compter de la notification d'une réponse expresse, soit à

Département Equipements et  
Services

Direction Architecture et  
Immobilier  
Service Patrimoine Sécurité

Mairie de Montpellier  
1 Place Francis Ponge  
34064 Montpellier Cedex 2  
Téléphone 04 67 34 70 34  
Fax 04 99 06 06 75

Montpellier,

Réf : 32/624/sm/sb/84-2011  
Pôle ERP  
Affaire suivie par : S. Marcel

22 FEV. 2011

Ville de  
Montpellier



Le Maire de la Ville de Montpellier

à

Madame Vacquié  
Directrice  
EHPAD La Valette  
50, rue Ali Ben Chekhal  
34090 Montpellier

**Objet :** Visite de réception du 29 novembre 2010  
EHPAD La Valette  
50, rue Ali Ben Chekhal  
PC 08V0213

Madame la Directrice,

# Montpellier

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joints :

- un exemplaire du procès-verbal de la commission de sécurité du 16 octobre 2010 qui, suite à la visite susvisée, a émis un avis :

**FAVORABLE** à l'ouverture au public de votre établissement.

- un exemplaire de l'arrêté d'autorisation d'ouverture au public que j'ai pris au vu de l'avis ci-dessus et de l'attestation de l'organisme agréé Véritas du 9 décembre 2010, sans observation, attestant du respect des règles d'accessibilité aux personnes handicapées dans les établissements recevant du public.

Conformément à l'article R 123-43 du code de la construction et de l'habitation, il vous appartient de vous assurer que les installations ou équipements soient établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la réglementation.

S'il était constaté, à la prochaine visite de contrôle de votre établissement, le non respect de ces dispositions, la commission de sécurité pourrait donner un avis défavorable à la poursuite de son exploitation, ce qui pourrait me conduire à décider sa fermeture administrative.

De plus, je vous précise qu'en cas d'accident provoqué ou aggravé par le non respect de telle ou telle d'entre elles, votre responsabilité morale ou pénale pourrait être gravement engagée.

Vous en souhaitant bonne réception, je vous prie de croire, Madame la Directrice, en l'assurance de mes salutations distinguées.

Pour Madame le Maire  
L'Adjoint Délégué,

Michel Passet



# Extrait du registre des arrêtés de la mairie de Montpellier

Sécurité 31 -624/17-2011

## AUTORISATION D'OUVERTURE

**EHPAD Lavalette**  
**50, rue Ali Ben Chekhal**

**MONTPELLIER**

### **Le MAIRE de la VILLE de MONTPELLIER**

- VU le code général des collectivités territoriales, articles L 2211-1 et suivants, relatifs aux pouvoirs de police du maire.
- VU le code de la construction et de l'habitation et plus particulièrement l'article R123-46 ;
- VU le procès-verbal de réception établi le 16 décembre 2010 par la commission de sécurité ;
- VU l'attestation de l'organisme agréé Véritas du 9 décembre 2010 attestant du respect des règles d'accessibilité aux personnes handicapées dans les établissements recevant du public ;

### **ARRETE**

#### **ARTICLE 1**

Est autorisée l'ouverture au public de L'EHPAD Lavalette, 50 rue Ali Ben Chekhal dont le dossier est enregistré sous la référence PC 3417208V0213.

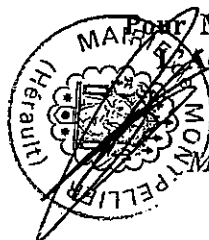
#### **ARTICLE 2**

Les prescriptions émises par la commission susnommée devront être suivies d'effet.

#### **ARTICLE 3**

Monsieur le Directeur Général de la Ville de Montpellier et Monsieur le Directeur départemental de la sécurité publique, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

22 FEV. 2011  
Montpellier, le



**Pour Madame le Maire**  
**Adjoint Délégué**

*Michel Passet*

Le Maire de la Ville de Montpellier informe que le présent acte peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication (actes réglementaires) ou de sa notification (actes individuels) :

- soit d'un recours gracieux auprès du Maire.
- soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, directement sans recours gracieux dans le délai de deux mois précité, ou à l'issue d'un recours gracieux, dans un délai de deux mois soit à compter de la notification d'une réponse expresse, soit à compter d'un refus tacite (constitué si l'administration ne répond pas au recours gracieux dans le délai imparti).

*RC*

25 FEV. 2011

Département Equipements et  
Services

Direction Architecture et  
Immobilier  
Service Patrimoine Sécurité

Mairie de Montpellier  
1 Place Francis Ponge  
34064 Montpellier Cedex 2  
Téléphone 04 67 34 70 34  
Fax 04 99 06 06 75

Montpellier,

Réf : 53/84-2505-2605/sm/lo/97-2011  
Pôle ERP  
Affaire suivie par : S Marcel

Ville de



Montpellier

Le Maire de la Ville de Montpellier

à

Monsieur Thierry Laget  
SERM  
45 place Ernest Granier  
CS 29502  
34960 Montpellier cedex 2

Objet : Prolongation de l'arrêté  
d'autorisation d'ouverture  
provisoire au public  
Restaurants les 3 Brasseurs,  
La Dernière Séance, Il Ristorante,  
Hippopotamus, Pirates Paradise

Montpellier

Monsieur le Directeur Général,

Suite à votre courrier du 26 janvier 2011, j'ai l'honneur de vous informer que votre demande de prolongation de l'autorisation d'ouverture au public des établissements cités en objet a été acceptée.

Ainsi, vous trouverez ci-joint l'arrêté d'ouverture provisoire jusqu'au 28 mai 2011 dans l'attente de la levée des avis défavorables de la commission d'accessibilité.

En retour, je vous saurai gré de me faire parvenir, dans les plus brefs délais, les mesures prises ou que comptent prendre les exploitants pour respecter les prescriptions de cette commission.

Vous en souhaitant bonne réception, je vous prie de croire, Monsieur le Directeur Général, en l'assurance de mes salutations distinguées.

Pour Madame le Maire  
L'Adjoint Délégué

687



# Extrait du registre des arrêtés de la mairie de Montpellier

Sécurité 23 -84-2505-2605/18-2011

## AUTORISATION D'OUVERTURE PROVISOIRE AU PUBLIC

Du 29 janvier au 28 mai 2011

**Rerestaurants Les 3 Brasseurs, Hippopotamus,  
Il Ristorante, Pirates Paradise, la Dernière Séance  
Pôle Ludique Odysséum**

MONTPELLIER

**LE MAIRE de la VILLE de MONTPELLIER**

- VU le code général des collectivités territoriales, articles L 2211-1 et suivants, relatifs aux pouvoirs de police du maire ;
- VU le code de la construction et de l'habitation et plus particulièrement l'article R 123-45 R 123-46 ;
- VU l'arrêté d'autorisation d'ouverture provisoire au public n° 2505/119-2010 ;

### ARRETE

#### ARTICLE 1

L'autorisation d'ouverture provisoire au public des Restaurants le 3 Brasseurs, Hippopotamus, il Ristorante, Pirates Paradise, la dernière Séance, pôle Ludique Odysséum est prolongée jusqu'au 28 mai 2011.

#### ARTICLE 2

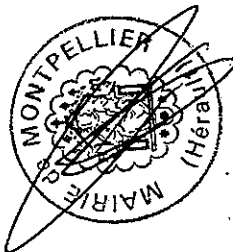
Les prescriptions émises par les commissions de sécurité et d'accessibilité devront être suivies d'effet.

#### ARTICLE 3

Monsieur le Directeur Général des services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le

**25 FEV. 2011**



**Pour Madame le Maire  
L'Adjoint Délégué**

*Michel Passet*

Le Maire de la Ville de Montpellier informe que le présent acte peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication (actes réglementaires) ou de sa notification (actes individuels) :

- soit d'un recours gracieux auprès du Maire.
- soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, directement sans recours gracieux dans le délai de deux mois précité, ou à l'issue d'un recours gracieux, dans un délai de deux mois soit à compter de la notification d'une réponse expresse, soit à compter d'un refus tacite (constitué si l'administration ne répond pas au recours gracieux dans le délai imparti).



# Extrait du registre des arrêtés de la mairie de Montpellier

Sécurité 31 - 1838- 15/11

## AUTORISATION D'OUVERTURE

Ecole Spinoza  
88 rue Violet le Duc

MONTPELLIER

Le MAIRE de la VILLE de MONTPELLIER

- VU le code général des collectivités territoriales, articles L 2211-1 et suivants, relatifs aux pouvoirs de police du maire.
- VU le code de la construction et de l'habitation et plus particulièrement l'article R123-46 ;
- VU le procès-verbal de réception établi le 16 septembre 2010 par la commission de sécurité ;
- VU l'attestation de l'organisme agréé Véritas du 20 janvier 2011 attestant du respect des règles d'accessibilité aux personnes handicapées dans les établissements recevant du public ;

### ARRETE

#### ARTICLE 1

Est autorisée l'ouverture au public de l'école Spinoza 88 rue Violet le Duc dont le dossier est enregistré sous la référence PC 34 172 08 V 0006.

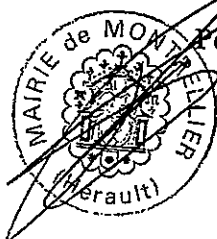
#### ARTICLE 2

Les prescriptions émises par la commission susnommée devront être suivies d'effet.

#### ARTICLE 3

Monsieur le Directeur Général de la Ville de Montpellier et Monsieur le Directeur départemental de la sécurité publique, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 22 FEV. 2011



Pour Madame le Maire  
L'Adjoint Délégué

Michel Passet

Le Maire de la Ville de Montpellier informe que le présent acte peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication (actes réglementaires) ou de sa notification (actes individuels) :

- soit d'un recours gracieux auprès du Maire.
- soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, directement sans recours gracieux dans le délai de deux mois précité, ou à l'issue d'un recours gracieux, dans un délai de deux mois soit à compter de la notification d'une réponse expresse, soit à compter d'un refus tacite (constitué si l'administration ne répond pas au recours gracieux dans le délai imparti).

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue de Toulouse

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de réfection de trottoir, à la demande du Service Voirie ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **01 mars 2011** et jusqu'au **11 mars 2011** inclus, de **08h45** à **16h45** sur l'Avenue de Toulouse dans sa partie comprise entre la Rue Azéma et la Place Alphonse Daudet est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

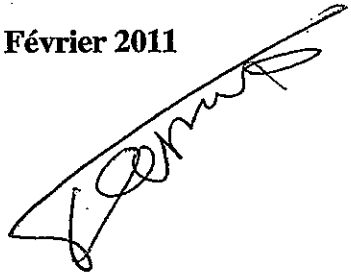
**Article 4 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 22 Février 2011

Madame le Maire



  
Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le : 23 FEV. 2011



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Michel Colucci dit Coluche

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'extension de réseau, à la demande de France Telecom ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **28 février 2011** et jusqu'au **11 mars 2011** inclus, la Rue Michel Colucci dit Coluche est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

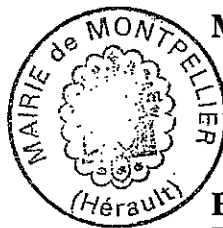
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 22 Février 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**

**Publié le : 23 FEV. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue de l'Arc des Mourgues

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de dépannage extracteurs de désenfumage à la demande de UFR Droit 3 ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

**Le 03 mars 2011 de 8h à 17h,** la circulation est interdite Rue de l'Arc des Mourgues

**Article 2 :**

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur Plan de l'Université, emprunte :

- la Rue de l'Ecole Mage

et se termine sur la Rue de la Providence.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

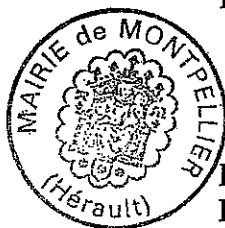
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 22 février 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**le Premier Adjoint,**  
**Serge FLEURENCE**

**Publié le : 25 FEV. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Avenue des Etats du Languedoc

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de pose d'un débit-mètre à la demande de VEOLIA EAU ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **28 février 2011** et jusqu'au **01 mars 2011** inclus, Avenue des Etats du Languedoc dans le parking P4 sur 15 mètres depuis la barrière de sortie., le stationnement est interdit. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

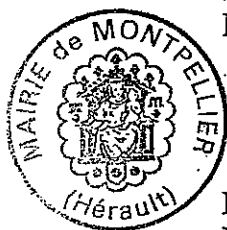
Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

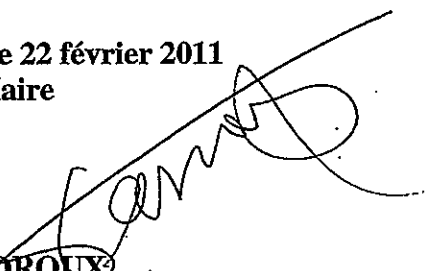
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 22 février 2011  
Madame le Maire

  
**Hélène MANDROUX**  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
**Serge FLEURENCE**

Publié le : 25 FEV. 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Frédéric Bazille

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de renouvellement du réseau d'alimentation en eau potable à la demande de VEOLIA ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **28 février 2011** et jusqu'au **11 mars 2011** inclus, la Rue Frédéric Bazille dans sa partie comprise entre la Place de Strasbourg et Carrefour Léon Cordès est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

- Chaque demi-chaussée alternativement est interdite à la circulation générale ;

La circulation pourra être maintenue ponctuellement sur la voie habituellement dédiée au stationnement.

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 22 février 2011

Madame le Maire



  
Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le : 25 FEV. 2011



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T4754

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Chemin de Moularès

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de pose de baies vitrées à la demande de l'entreprise CHIRI ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **07 mars 2011** et jusqu'au **11 mars 2011** inclus, le Chemin de Moularès dans sa partie comprise entre l'Avenue de Palavas et la Rue de Centrayrargues est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite dans le sens Avenue de Palavas vers Rue de Centrayrargues est interdite à la circulation générale ;  
Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 17h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 22 février 2011

Madame le Maire

**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**

**Publié le :**

**23 FEV. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Voies diverses

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de branchements à la demande des Services Techniques de l'Eclairage Public de la Ville de Montpellier ;

Arrête :

**Article 1er :**

À compter du **07 mars 2011** et jusqu'au **01 avril 2011** inclus, Pont Juvénal dans les deux sens, dans sa partie comprise entre l'Avenue des Etats du Languedoc et la Rue de Tarragone, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

**Article 2 :**

À compter du **07 mars 2011** et jusqu'au **01 avril 2011** inclus, Pont Juvénal dans sa partie comprise entre l'Avenue des Etats du Languedoc et la Rue de Tarragone sur les places nécessaires aux emprises de travaux, le stationnement est interdit.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 3 :**

À compter du **07 mars 2011** et jusqu'au **01 avril 2011** inclus, le Pont Juvénal dans sa partie comprise entre l'Avenue des Etats du Languedoc et la Rue de Tarragone est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- sur chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.

Ces dispositions sont applicables **de 8h à 18h.**

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 5 :**

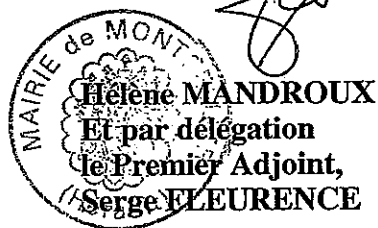
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 22 février 2011

Madame le Maire



Publié le : 25 FEV. 2011

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T4757

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue de la Méditerranée

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de réhabilitation d'immeuble à la demande de l'entreprise AZUARA ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **07 mars 2011** et jusqu'au **11 mars 2011** inclus, Rue de la Méditerranée sur les places de stationnement nécessaires pour les travaux au droit du N°7 , le stationnement est interdit.

Le demandeur est chargé de matérialiser les emplacements réservés par la mise en place de clôtures temporaires.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

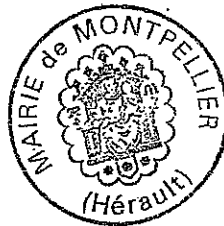
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

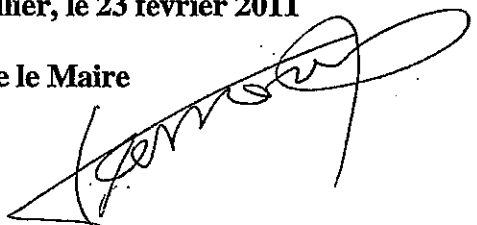
**Article 4 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 23 février 2011**

**Madame le Maire**



  
**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**le Premier Adjoint,**  
**Serge FLEURENCE**

**Publié le : 25 FEV. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue de Belfort

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de grutage à la demande de l'entreprise ALBRIZIO ;

Arrête :

#### Article 1er :

Le Dimanche **13 mars 2011**, la circulation est interdite Rue de Belfort  
Ces dispositions sont applicables **de 8h à 12h**.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains, aux véhicules de secours, et de service public.

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue Georges Clémenceau, emprunte :

- la Rue Saint Denis

et se termine sur la Rue Rondelet.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 23 février 2011



Madame le Maire

**Hélène MANDROUX**  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le :

25 FEV. 2011



Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T4759

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Bazille Balard

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de raccordement au réseau de gaz à la demande de GRDF ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **03 mars 2011** et jusqu'au **11 mars 2011** inclus, Rue Bazille Balard sur les places de stationnement nécessaires pour les travaux au droit du N°17, le stationnement est interdit. Le demandeur est chargé de matérialiser les emplacements réservés par la mise en place de clôtures temporaires.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

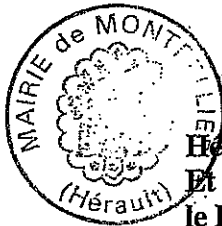
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

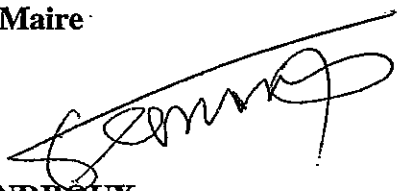
**Article 4 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 23 février 2011

Madame le Maire



  
Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le : 25 FEV. 2011

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T4760

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue des Aiguerelles

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de raccordement au réseau de gaz à la demande de GRDF ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **14 mars 2011** et jusqu'au **18 mars 2011** inclus, Rue des Aiguerelles sur les places de stationnement nécessaires pour les travaux au droit du N°29, le stationnement est interdit. Le demandeur est chargé de matérialiser les emplacements réservés par la mise en place de clôtures temporaires.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

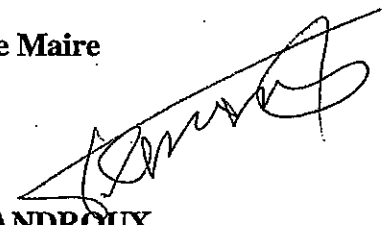
**Article 4 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 23 février 2011**

**Madame le Maire**



  
**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**le Premier Adjoint,**  
**Serge FLEURENCE**

**Publié le :**

**25 FEV. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue de l'Epire

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de branchements à la demande de Veolia ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du 21 mars 2011 et jusqu'au 01 avril 2011 inclus, Rue de l'Epire entre la Rue Poséidon et la Rue de l'Acropole, le stationnement est interdit.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

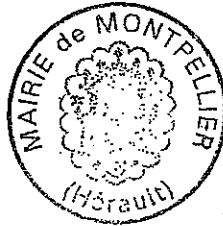
#### Article 3 :

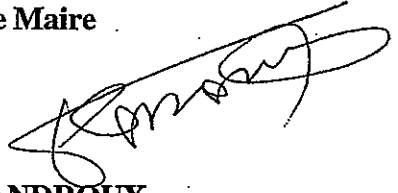
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 23 février 2011**  
**Madame le Maire**



  
**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**le Premier Adjoint,**  
**Serge FLEURENCE**

**Publié le : 25 FEV. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Avenue du Pont Juvénal

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de branchement à la demande de Véolia ;

Arrête :

**Article 1er :**

À compter du **21 mars 2011** et jusqu'au **01 avril 2011** inclus, Avenue du Pont Juvénal du n° 96 au n° 102, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

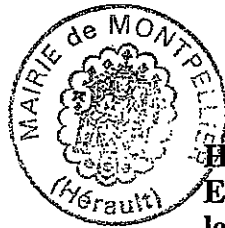
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 23 février 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**le Premier Adjoint,**  
**Serge FLEURENCE**

**Publié le : 25 FEV. 2011**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue de la République et Rue d'Alger

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux urgents de réparation de ligne téléphonique à la demande de France Télécom ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **25 février 2011** et jusqu'au **04 mars 2011** inclus, la circulation est interdite sur :

- la Rue de la République des deux côtés dans sa partie comprise entre la Rue Anatole France et la Rue d'Alger ;
- la Rue d'Alger dans sa partie comprise entre la Rue Durand et la Rue de la République.

Ces dispositions sont applicables **de 1h00 à 05h30**.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains, aux véhicules de secours, et de service public.

Les déviations suivantes sont mises en place :

- par :
  - la Rue Joffre
  - la Rue du Clos René
  - la Rue de Verdun
  - la Rue du Pont de Lattes
  - la Rue Henri René
  - le Boulevard de Strasbourg

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

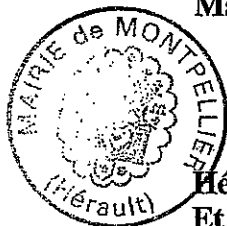
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 23 février 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**le Premier Adjoint,**  
**Serge FLEURENCE**

**Publié le : 25 FEV. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue du Faubourg Boutonnet

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de réfection de voirie à la demande de la ville de Montpellier ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **07 mars 2011** et jusqu'au **11 mars 2011** inclus, la Rue du Faubourg Boutonnet dans sa partie comprise entre le Quai du Verdanson et la Rue Achille Bégé est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue Bouisson-Bertrand, emprunte :

- la Rue Dubreuil
- la Rue Nozeran
- la Rue du Dahomey

et se termine sur la Rue du Faubourg Boutonnet.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

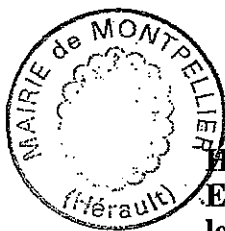
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 24 février 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**le Premier Adjoint,**  
**Serge FLEURENCE**

**Publié le : - 1 MARS 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T4772

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Pouget

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de réfection de voirie à la demande de la ville de Montpellier ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **07 mars 2011** et jusqu'au **11 mars 2011** inclus, la Rue Pouget dans sa partie comprise entre la Rue de l'Abbé de l'Épée et la Rue Paul Dukas est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue de l'Abbé de l'Épée, emprunte :

- la Rue du Faubourg Boutonnet
- la Place Henri Krasucki
- la Rue Marie Caizergues
- la Rue Claude Debussy
- la Rue Paul Dukas

et se termine sur la Rue Pouget.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 24 février 2011



Madame le Maire

**Hélène MANDROUX**  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le : - 1 MARS 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Moquin-Tandon

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de réfection de voirie à la demande de la ville de Montpellier ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **07 mars 2011** et jusqu'au **11 mars 2011** inclus, la Rue Moquin-Tandon dans sa partie comprise entre la Place Henri Krasucki et la Rue Nozeran est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Place Henri Krasucki, emprunte :

- la Rue Lakanal
- la Rue Francèze de Cézelli
- la Rue du Faubourg Boutonnet
- la Rue Chamayou
- l'Avenue Bouisson-Bertrand

et se termine sur la Place Marcel Godechot.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

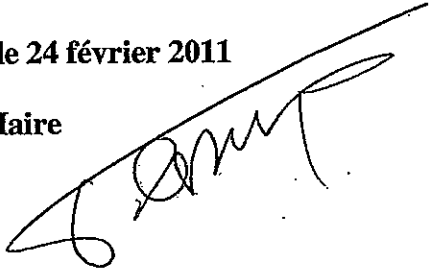
**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 24 février 2011

Madame le Maire



  
**Hélène MANDROUX**  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le : - 1 MARS 2011



Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T4774

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue de la Portalière des Masques

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de réfection de voirie à la demande de la ville de Montpellier ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **07 mars 2011** et jusqu'au **11 mars 2011** inclus, la Rue de la Portalière des Masques dans sa partie comprise entre la Rue Théophraste Renaudot et l'Avenue d'Assas est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

#### **Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

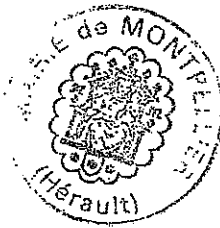
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 24 février 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**le Premier Adjoint,**  
**Serge FLEURENCE**

**Publié le : - 1 MARS 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T4775

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Auguste Broussonnet

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de réfection de voirie à la demande de la ville de Montpellier ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **07 mars 2011** et jusqu'au **11 mars 2011** inclus, la Rue Auguste Broussonnet dans sa partie comprise entre l'Avenue Chancel et Carrefour Jules Rimet est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

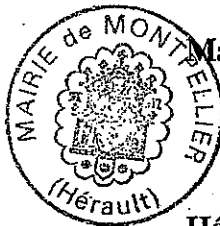
**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 24 février 2011**



**Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**

**Publié le : - 1 MARS 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Voies diverses

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement d'un vide-grenier à la demande de l'association Bout'Entrain ;

Arrête :

#### Article 1er :

Le **21 mai 2011**, la Rue du Faubourg Boutonnet dans sa partie comprise entre la Rue Bosquet et la Place Henri Krasucki est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite.  
Ces dispositions sont applicables **de 12h00 à 20h00**.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.

- Le stationnement est interdit.

#### Article 2 :

Le **21 mai 2011**, la circulation est interdite Rue Francèze de Cézelli  
Ces dispositions sont applicables **de 12h00 à 20h00**.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.

### **Article 3 :**

Le **21 mai 2011**, la circulation est interdite Rue du Dahomey  
Ces dispositions sont applicables **de 12h00 à 20h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.

### **Article 4 :**

Le **21 mai 2011**, la circulation est interdite Rue d'Obsen  
Ces dispositions sont applicables **de 12h00 à 20h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.

### **Article 5 :**

Le **21 mai 2011**, la circulation est interdite Rue Sainte Lucie  
Ces dispositions sont applicables **de 12h00 à 20h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.

### **Article 6 :**

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue du Faubourg Boutonnet, emprunte :

- la Rue Bosquet
- la Rue Lakanal
- la Rue Francis Garnier
- la Rue du Quatre Vingt Unième Régiment d'Infanterie
- la Rue Saint Vincent de Paul
- la Route de Mende

et se termine sur la Rue du Faubourg Boutonnet.

### **Article 7 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

### **Article 8 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 9 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 24 février 2011**



**Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE**

**- 1 MARS 2011**

**Publié le :**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue de Nîmes

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de démontage d'une grue à la demande de Ge Construction ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

**Le 09 mars 2011 de 9h à 16h**, l'Avenue de Nîmes dans sa partie comprise entre la Rue Bernard Déléclieux et la Place du Onze Novembre est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
  - le stationnement est interdit ;
- Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La voie de droite est interdite à la circulation générale.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

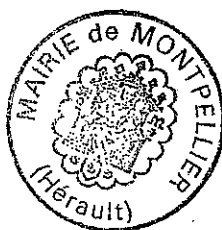


**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 24 février 2011

Madame le Maire  
Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le : - 1 MARS 2011

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T4756

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Marcel de Serres

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de projection de béton à la demande de Mr Schuyten ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Le **08 mars 2011**, Rue Marcel de Serres au n° 34, le stationnement est interdit sur six emplacements.

Le demandeur est chargé de réserver et matérialiser la zone de travaux par la mise en place de clôtures provisoires.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

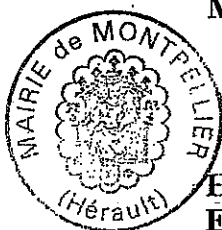
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 24 février 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**le Premier Adjoint,**  
**Serge FLEURENCE**

**- 1 MARS 2011**

**Publié le :**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T4781

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue des Aiguerelles

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de branchement au réseau de gaz à la demande de GRDF ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **14 mars 2011** et jusqu'au **18 mars 2011** inclus, Rue des Aiguerelles sur les places de stationnement nécessaires aux travaux au droit du N°12, le stationnement est interdit.  
Le demandeur est chargé de matérialiser chaque emplacement réservé par la mise en place de clôtures temporaires, ponctuellement et selon l'avancement du chantier mobile.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

À compter du **14 mars 2011** et jusqu'au **18 mars 2011** inclus, la circulation est interdite Rue des Aiguerelles depuis la Rue Farges vers et jusqu'à la Rue Général Riu  
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains, aux véhicules de secours, et de service public.

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Farges, emprunte :

- la Rue des Deux Ponts

et se termine sur la Rue Général Riu.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

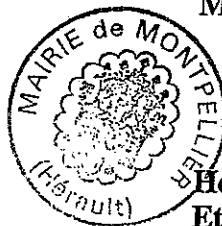
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 25 février 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le : - 2 MARS 2011

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T4786

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Anterrieu

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau aérien à la demande de Erdf ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **03 mars 2011** et jusqu'au **04 mars 2011** inclus, Rue Anterrieu entre le n° 14 et le n° 16, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

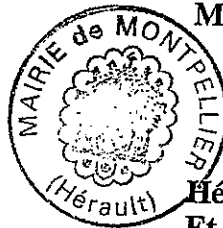
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

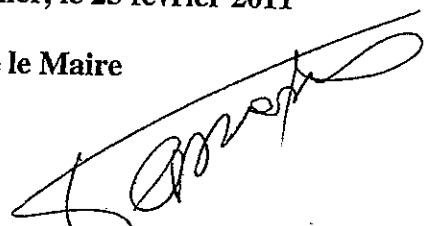
**Article 4 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 25 février 2011

Madame le Maire



  
**Hélène MANDROUX**  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
**Serge FLEURENCE**

Publié le : - 2 MARS 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Route de Mende

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T4475 du 19 janvier 2011 ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT la demande de la CAM ;

**Arrête :**

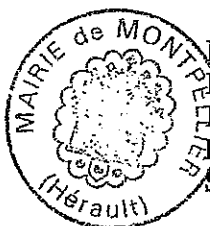
#### Article 1er :

À compter du 05 mars 2011 les dispositions de l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T4475 du 19 janvier 2011 sont prorogées jusqu'au 11 mars 2011 inclus.

#### Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 28 février 2011



Madame le Maire  
Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le : - 1 MARS 2011



Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T4793

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue d'Argencourt

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'AEP à la demande de EHTP ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **01 mars 2011** et jusqu'au **09 mars 2011** inclus, la circulation est interdite de nuit de 22h à 6h Rue d'Argencourt entre le parking et l'avenue Jean Mermoz

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

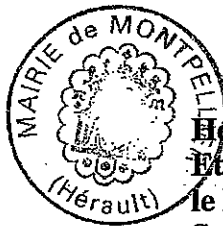
**Article 3 :**

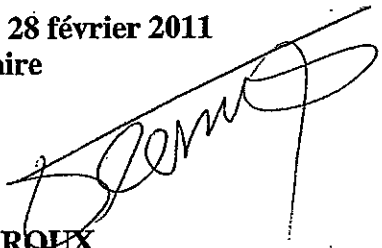
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 28 février 2011  
Madame le Maire



  
Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
Serge FLEURENCE

Publié le : - 1 MARS 2011

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T4794

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue du Collège et Place Notre Dame

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux sur façade à la demande de BOURGEOIS ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **14 mars 2011** et jusqu'au **15 mars 2011** inclus, la circulation est interdite Rue du Collège

#### Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Glaize, emprunte :

- la Rue de l'Aiguillerie
- et se termine sur la Place Notre Dame.

**Article 3 :**

À compter du **14 mars 2011** et jusqu'au **15 mars 2011** inclus, Place Notre Dame entre la Rue du Collège et la Rue de la Vieille Aiguillerie, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 28 février 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX**  
Et par délégation  
le Premier Adjoint,  
**Serge FLEURENCE**

Publié le : - 1 MARS 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté permanent Mesures de circulation et de stationnement Rue Granier

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2122.22 et L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8, R. 413-1, R. 417-12 et R. 417-3 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- VU l'arrêté municipal du 10 novembre 2009, N°2009/NT/R/DGU-P237, portant réglementation du stationnement payant sur voirie dans les voies de Montpellier ;
- VU l'arrêté municipal du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Un sens unique est institué Rue Granier depuis l'Avenue de Toulouse vers et jusqu'à la Rue du Professeur Jean Granier et depuis la Rue Frédéric Georges vers et jusqu'à la Rue du Professeur Jean Granier.

**Article 2 :**

La circulation des véhicules de plus de trois tonnes cinq (3,5t) est interdite Rue Granier dans sa partie comprise entre l'Avenue de Toulouse et la Rue du Professeur Jean Granier.

**Article 3 :**

La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h Rue Granier.

**Article 4 :**

Le stationnement payant de tous les véhicules est autorisé dans la zone longue durée, aux emplacements prévus à cet effet Rue Granier côté impair dans sa partie comprise entre l'Avenue de Toulouse et la Rue du Professeur Jean Granier et côté pair dans sa partie comprise entre la Rue du Professeur Jean Granier et la Rue Frédéric Georges.

Ces dispositions sont applicables **de 9h à 18h tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.**

Tout stationnement d'un véhicule excédant 48 heures sera considéré comme abusif.

Le stationnement est limité à 9 heures et soumis au paiement de la redevance correspondante. Le paiement s'effectue au moyen d'horodateurs implantés dans la zone de stationnement. Le ticket délivré est apposé par les automobilistes derrière le pare-brise de manière à être visible et lisible de l'extérieur du véhicule.

Tout stationnement d'un véhicule ne respectant pas les dispositions de durée et de paiement prévus à l'alinéa précédent sera considéré comme abusif et passible de mise en fourrière immédiate.

Une tarification et une durée spécifiques sont applicables pour le stationnement résidentiel dans cette zone selon les modalités définies lors de la délibération municipale visée ci-dessus.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 6 :**

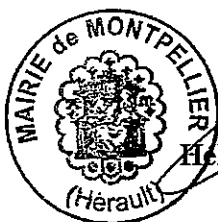
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 7 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 28 février 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publié le :

09 MAR. 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté permanent Mesures de circulation et de stationnement Rue François Mireur

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2122.22 et L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8, R. 415-7, R. 417-11, R. 417-12, R. 417-3 et R.411-7 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- VU l'arrêté municipal du 10 novembre 2009, N°2009/NT/R/DGU-P237, portant réglementation du stationnement payant sur voirie dans les voies de Montpellier ;
- VU l'arrêté municipal du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

La circulation des véhicules de plus de trois tonnes cinq (3,5t) est interdite Rue François Mireur dans sa partie comprise entre l'Avenue de Toulouse et la Rue John Locke.

**Article 2 :**

Un sens unique est institué Rue François Mireur depuis l'Avenue de Toulouse vers et jusqu'à la Rue du Professeur Jean Granier et depuis l'Avenue de Villeneuve-Angoulême vers et jusqu'à la Rue John Locke.

qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 28 février 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publié le :

09 MAR. 2011



### Article 3 :

À l'intersection de la Rue François Mireur du côté des numéros pairs et de la Rue John Locke, les conducteurs circulant sur la Rue François Mireur, dans le sens de la Rue du Professeur Jean Granier vers l'Avenue de Villeneuve d'Angoulême, sont tenus de céder le passage aux autres véhicules.

### Article 4 :

Le stationnement payant de tous les véhicules est autorisé dans la zone longue durée, aux emplacements prévus à cet effet Rue François Mireur des deux côtés dans sa partie comprise entre l'Avenue de Toulouse et la Rue du Professeur Jean Granier et côté pair dans sa partie comprise entre la Rue du Professeur Jean Granier et le n° 30.

Ces dispositions sont applicables **de 9h à 18h tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.**

Tout stationnement d'un véhicule excédant 48 heures sera considéré comme abusif.

Le stationnement est limité à 9 heures et soumis au paiement de la redevance correspondante. Le paiement s'effectue au moyen d'horodateurs implantés dans la zone de stationnement. Le ticket délivré est apposé par les automobilistes derrière le pare-brise de manière à être visible et lisible de l'extérieur du véhicule.

Tout stationnement d'un véhicule ne respectant pas les dispositions de durée et de paiement prévus à l'alinéa précédent sera considéré comme abusif et passible de mise en fourrière immédiate.

Une tarification et une durée spécifiques sont applicables pour le stationnement résidentiel dans cette zone selon les modalités définies lors de la délibération municipale visée ci-dessus.

### Article 5 :

Les personnes à mobilité réduite ont 1 place réservée Rue François Mireur côté pair au n° 28.

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Les véhicules des personnes à mobilité réduite doivent être munis de la carte de stationnement pour personnes handicapées apposée sur le pare-brise.

### Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

### Article 7 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

### Article 8 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté permanent Mesures de circulation et de stationnement Rue du Professeur Jean Granier

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2122.22 et L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8, R. 413-1, R. 415-6, R. 417-12, R. 417-3 et R.411-7 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- VU l'arrêté municipal du 10 novembre 2009, N°2009/NT/R/DGU-P237, portant réglementation du stationnement payant sur voirie dans les voies de Montpellier ;
- VU l'arrêté municipal du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Un sens unique est institué Rue du Professeur Jean Granier depuis la Rue François Mireur vers et jusqu'à la Rue Frédéric Georges (intersection située du côté de la Rue du Mas de Lemasson).

**Article 2 :**

La circulation des véhicules de plus de trois tonnes cinq (3,5t) est interdite Rue du Professeur Jean Granier.

**Article 3 :**

La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h Rue du Professeur Jean Granier.

**Article 4 :**

À l'intersection de la Rue du Mas de Lemasson et de la Rue du Professeur Jean Granier, les conducteurs circulant sur la Rue du Professeur Jean Granier sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

**Article 5 :**

Le stationnement payant de tous les véhicules est autorisé dans la zone longue durée, aux emplacements prévus à cet effet Rue du Professeur Jean Granier côté impair dans sa partie comprise entre la Rue François Mireur et la Rue Azéma et côté pair au n° 12 sur un emplacement de 15 mètres et dans sa partie comprise entre la Rue Azéma et la Rue Frédéric Georges (intersection située du côté de la Rue du Mas de Lemasson).

Ces dispositions sont applicables **de 9h à 18h tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.**

Tout stationnement d'un véhicule excédant 48 heures sera considéré comme abusif.

Le stationnement est limité à 9 heures et soumis au paiement de la redevance correspondante. Le paiement s'effectue au moyen d'horodateurs implantés dans la zone de stationnement. Le ticket délivré est apposé par les automobilistes derrière le pare-brise de manière à être visible et lisible de l'extérieur du véhicule.

Tout stationnement d'un véhicule ne respectant pas les dispositions de durée et de paiement prévus à l'alinéa précédent sera considéré comme abusif et passible de mise en fourrière immédiate.

Une tarification et une durée spécifiques sont applicables pour le stationnement résidentiel dans cette zone selon les modalités définies lors de la délibération municipale visée ci-dessus.

**Article 6 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 7 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 8 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 28 février 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publié le : 09 MAR. 2011

**IMPRIMERIE MUNICIPALE**  
Dépôt légal 2011  
ISSN 1255-622 X